

NATURE DU MARCHE : MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Procédure : procédure adaptée

**Mise à niveau des infrastructures du Data Center Sud
situé sur le campus Saint-Jérôme d'Aix Marseille
Université (AMU)**

Pouvoir Adjudicateur

Aix-Marseille Université (AMU)
58, boulevard Charles Livron 13284 MARSEILLE CEDEX 07

Représentant Légal du Pouvoir Adjudicateur

Le Président de l'Université d'Aix-Marseille

Comptable assignataire des paiements

Monsieur l'agent comptable de l'Université d'Aix-Marseille

**Cahier des Clauses
Administratives Particulières
CCAP**

N° DE PROCEDURE : AMU16-2025

SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	2
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
1.1	Objet du marché 5
1.2	Objectifs du marché..... 5
1.3	Procédure – Forme du marché 6
1.4	Éléments de mission 6
1.5	Niveau de prestation 7
1.6	Durée du marché..... 8
1.7	Organisation de la maîtrise d’ouvrage 8
1.8	Autres intervenants 9
1.9	Coordination 10
1.10	Direction des travaux 10
1.11	Modalités de conduite du projet..... 11
1.12	Obligations du titulaire 14
1.13	Cotraitance 17
1.14	Sous-traitance 19
1.15	Part des prestations réservées à des PME 21
1.16	Connaissances des lieux et des documents – devoir de vérification 21
1.17	Obligations de résultats 22
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	22
ARTICLE 3 – MODIFICATIONS APPORTEES AU PROJET.....	23
3.1	Réalisation de prestations similaires..... 23
3.2	Imprévision 23
3.3	Covid-19 24
3.4	Clause de réexamen 24
3.5	Modifications proposées par le titulaire du marché 25
3.6	Modification résultant d’une demande du Pouvoir Adjudicateur :..... 26
3.7	Cahier des écarts..... 27
3.8	Mise à jour des documents et permis modificatif..... 28
ARTICLE 4 - PRIX ET MODE D’ÉVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX -RÈGLEMENTS DES COMPTES.....	28
4.1	Prix..... 28
4.2	Variation dans les prix..... 33
4.3	Modalités de paiement 34
4.4	Paieement des sous-traitants..... 39
4.5	Avance..... 39
4.6	Modalités de facturation 39
4.7	Délai global de paiement 41
4.8	Variation dans le montant des travaux 41
ARTICLE 5 – RETENUE DE GARANTIE – CESSIION DE CREANCE	42
ARTICLE 6 - ORDRES DE SERVICE.....	43
ARTICLE 7 – DELAIS D’EXECUTION.....	43
7.1	Délai global..... 43
7.2	Délais partiels 43
7.3	Jalons documentaires..... 44
7.4	Calendrier détaillé de la réalisation des ouvrages..... 46
7.5	Date de commencement des travaux 48

7.6	Intempéries	48
7.7	Prolongation des délais.....	49
ARTICLE 8 - PENALITES		50
8.1	Modalités d'application	50
8.2	Pénalités pour retard.....	50
8.3	Pénalités pour retard dans la levée des réserves.....	51
8.4	Pénalités pour retard dans la production des livrables documentaires...	51
8.5	Pénalités diverses	52
8.6	Pénalités pour non-respect des performances attendues	54
8.7	Pénalités en cas de non-respect des obligations liées à la part des prestations réservée aux PME et artisans	54
8.8	Pénalités pour non-respect de la clause sociale d'insertion	55
8.9	Pénalités de lutte contre le travail dissimulé	55
8.10	Exécution des prestations par un autre prestataire aux frais et risques du titulaire	55
ARTICLE 9 – REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE – UTILISATION DU RESULTAT DES ETUDES		56
ARTICLE 10 - PROVENANCE QUALITÉ CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS		56
10.1	Provenance des matériaux et produits.....	56
10.2	Caractéristiques, qualités, vérifications essais et épreuves des matériaux et produits.....	56
ARTICLE 11 - IMPLANTATION DES OUVRAGES.....		57
11.1	Piquetage général.....	57
11.2	Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés	57
ARTICLE 12 - PRÉPARATION COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX		57
12.1	Etudes de conception et d'exécution	57
12.2	Procédures administratives et réglementaires	58
12.3	Mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé	58
12.4	Mise à disposition d'emprises	58
12.5	Installations de chantier	59
12.6	Circulation aux abords du chantier.....	59
12.7	Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail	60
12.8	Tenue à jour des plans d'exécution et documents de chantier	60
12.9	Rendez-vous de chantier	60
12.10	Cahier de chantier	61
12.11	Dossier photographique du chantier.....	61
12.12	Visites de chantier	61
12.13	Nettoyage et propreté du chantier et de ses abords	61
12.14	Garde du chantier et des ouvrages	62
12.15	Evacuation de déblais, gravois, produits de démolition	62
12.16	Période de préparation	62
ARTICLE 13 – PERFORMANCES ENERGETIQUES DU BATIMENT		64
13.1	Niveau de performance à atteindre	64
13.2	Sanctions	64
ARTICLE 14 - CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES TRAVAUX		64
14.1	Essais et contrôle des ouvrages.....	64
14.2	Achèvement des travaux	65
14.3	Modalités des décisions de réception	66
14.4	Approbation des études de conception	68

ARTICLE 15 - GARANTIES	70
ARTICLE 16 – DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	70
ARTICLE 17 - RESPONSABILITES	70
17.1 Dommages aux tiers	71
17.2 Dommages subis par le maître d’ouvrage	72
17.3 Dommages subis par le personnel du Maître d’Ouvrage	72
17.4 Exonération	72
17.5 Responsabilité décennale.....	73
ARTICLE 18 – ASSURANCES – JUSTIFICATIFS SOCIAUX – MODIFICATIONS RELATIVES A LA SITUATION DU TITULAIRE	73
18.1.1 Assurance de responsabilité civile travaux, après travaux et professionnell 73	
18.1.2 Communication des polices d’assurance	73
ARTICLE 19 - AUDIT	74
ARTICLE 20 – REGLEMENT DES DIFFERENDS	74
20.1 Mémoire en réclamation	74
20.2 Différends.....	75
20.3 Litiges	76
ARTICLE 21 - RESILIATION	76
ARTICLE 22 – DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX	77

Annexe(s) au présent document :

☒ **Pas d’annexe(s)**

Article 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Au sens du présent document :

- Le « Maître de l'ouvrage » est le pouvoir adjudicateur pour le compte duquel les études et travaux sont exécutés.
- Le « Représentant du Pouvoir Adjudicateur » est la personne physique dûment habilitée à engager et à représenter le Pouvoir Adjudicateur dans le cadre du marché.
- Le Titulaire ou le Concepteur-Réalisateur est le groupement d'opérateurs économiques qui a conclu le marché de conception – réalisation avec le pouvoir adjudicateur.
- Les « Concepteurs » sont le ou les membre(s) du groupement en charge des phases Études définies à l'article 1.4 ci-dessous.
- L'« Entrepreneur » est l'entreprise responsable de tout ou partie des travaux des phases Chantier non sous-traitées définies à l'article 1.4 ci-dessous.
- Les cotraitants du groupement sont cotitulaires du marché et l'expression « le Titulaire » ou « le groupement » désigne l'ensemble des membres du groupement sauf indications contraires précisant que la disposition s'applique au seul mandataire.

1.1 Objet du marché

L'opération a pour objet la conception et la réalisation des travaux d'extension du Data Center Sud situé sur le campus Saint Jérôme à Marseille.

Le lieu d'exécution des prestations est situé à l'adresse suivante :

**Campus St Jérôme de l'Université Aix-Marseille
52 Avenue Escadrille Normandie Niémen Marseille 13^{ème}**

Le Data Center existant se situe au sein du bâtiment Couches Minces sur le site universitaire Saint Jérôme.

Les caractéristiques de l'opération sont précisées dans le programme de l'opération et ses annexes.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont décrites dans le mémoire technique et les plans architecturaux et techniques constitués par le Titulaire du présent marché dans le cadre de son offre.

Description : la description des prestations est décrite dans le CCTP.

Aix-Marseille Université souhaite utiliser sa commande publique comme un outil de lutte contre le chômage et l'exclusion socio-professionnelle.

La démarche d'insertion, prévue et détaillée dans le CCAP, constitue une condition d'exécution du marché en application de l'article L2112-2 du Code de la commande publique.

La mise en œuvre des objectifs d'insertion est détaillée à l'article 1.12 ci-dessous.

1.2 Objectifs du marché

Le marché répondra à des exigences techniques et des performances mesurables, telles que définies au programme technique détaillé joint au dossier de consultation, dont les principales suivantes :

- Recherche de la meilleure efficacité énergétique possible du data center ;
- L'atteinte d'un PUE de 1,5 ;
- Qualité des prestations techniques, facilité d'entretien maintenance ;

A cet effet, le Titulaire s'engage à respecter l'engagement pris dans son offre sur les consommations énergétiques du data center et sur la qualité et les performances des équipements techniques mis en œuvre.

1.3 Procédure – Forme du marché

Procédure de passation :

La consultation est passée selon :

☒ Une **procédure adaptée** en application des dispositions mentionnées au 1° de l'article R. 2123-1 du Code de la Commande Publique relatif aux marchés dont la valeur estimée HT du besoin est inférieure aux seuils européens et des articles R2123-4 à R2123-6 du Code de la Commande Publique.

Forme du marché :

☒ Il s'agit d'un marché à **tranche ferme et à tranche(s) optionnelle(s)** en application des dispositions mentionnées **aux articles R2113-4 à R2113-6 du Code de la Commande Publique.**

- Tranche optionnelle 1 (TO1)** : Ajout d'un groupe électrogène
- Tranche optionnelle 2 (TO2)** : Ajout d'une cuve de 10 000 L
- Tranche optionnelle 3 (TO3)** : Ajout du deuxième groupe froid
- Tranche optionnelle 4 (TO4)** : Ajout du troisième groupe froid
- Tranche optionnelle 5 (TO5)** : Groupe-froid à vis
- Tranche optionnelle 6 (TO6)** : Ajout d'une chaîne ondulée
- Tranche optionnelle 7 (TO7)** : Ajout d'un système d'extinction automatique
- Tranche optionnelle 8 (TO8)** : Etanchéité préfabriqué

Modalité d'affermissement des tranches optionnelles : l'exécution de chaque tranche optionnelle **est subordonnée à une décision d'affermissement de la tranche concernée par le pouvoir adjudicateur.** Cette décision est **notifiée par écrit au titulaire** par courrier (envoi via PLACE/Mel).

Démarrage des prestations de la(des) tranche(s) optionnelles : L'exécution de la tranche concernée **démarre** à compter de la date inscrite sur le courrier d'affermissement.

Nota : Les différentes tranches optionnelles pourront être réalisées en même temps entre elles / en même temps que la TF.

Délai d'affermissement des tranches : La décision d'affermissement de la(des) tranche(s) optionnelles, pourra être prise pendant la durée du marché.

Il est précisé que l'université ne versera pas **d'indemnité de dédit** en cas de non affermissement ni **d'indemnité d'attentes** en cas d'affermissement avec retard de la(des) tranche(s) optionnelle(s).

Recours à la conception-réalisation pour les motifs d'ordre technique ci-après :

Projet concernant le domaine particulier de Data Center et en site occupé avec un fort enjeu de continuité de service :

- Respect d'une performance énergétique bien définie : le P.U.E. (Power usage Effectiveness)
- Remplacement de toute l'infrastructure électrique / climatique sans coupure du data center existant ;
- Migration de tous les équipements sur la nouvelle infrastructure (opération sensible) ;
- Excavation des sols (cela peut-être de plus de 5 mètres) à proximité de bâtiments existants pour la mise en place de cuves de minimum 15 000 Litres ;
- Travaux lourds en milieu occupés.

1.4 Eléments de mission

Pour atteindre les objectifs mentionnés ci – avant, le Titulaire se voit confier les éléments de mission suivants, définies dans le CCTP :

	PHASE CONCEPTION
M1 – APS	Avant-Projet Sommaire – proposition de la consultation
M2 – APD	Avant-Projet Définitif
M3 – AT	Demandes d'autorisations administratives de travaux
M4 – PRO	Études de Projet
	PHASE REALISATION
M5 – EXE-SYN	Études d'exécution et de synthèse
M6 – VISA-DET	Visa des plans d'exécution et direction de l'exécution du contrat de travaux
M7 – TRX	Réalisation des travaux et mise en service
M8 – AOR	Assistance aux opérations de réception et à la mise en œuvre de la garantie de parfait achèvement
	PHASE CONCEPTION
M1 – APS	Avant-Projet Sommaire – proposition de la consultation
M2 – APD	Avant-Projet Définitif
M3 – AT	Demandes d'autorisations administratives de travaux
M4 – PRO	Études de Projet
	PHASE REALISATION
M5 – EXE-SYN	Études d'exécution et de synthèse
M6 – VISA-DET	Visa des plans d'exécution et direction de l'exécution du contrat de travaux
M7 – TRX	Réalisation des travaux et mise en service
M8 – AOR	Assistance aux opérations de réception et à la mise en œuvre de la garantie de parfait achèvement

Les missions M1 à M8 correspondent aux missions de base applicables pour les marchés globaux comportant des prestations de conception d'ouvrage de bâtiment en application de l'article D2171-4 du code de la commande publique.

1.5 Niveau de prestation

Il est entendu que le titulaire doit toutes les prestations expressément décrites non seulement dans le CCTP et le Programme Technique Détaillé, mais aussi toutes les prestations nécessaires pour réaliser un ouvrage complet, adapté à son usage, respectant les éléments du programme et fonctionnant de manière satisfaisante. Il doit également toutes les prestations de sécurisation de site lors des différentes phases de chantier.

Toutes les prestations (qu'elles soient techniques et/ou fonctionnelles, relatives à l'investissement et/ou à l'exploitation-maintenance future) proposées par le titulaire à un stade quelconque de la conception ou de l'exécution de l'ouvrage, et présentant un niveau de performance supérieur à celui du programme, sont réputées acquises par le maître de l'ouvrage.

Pour les prestations présentant un niveau de performance inférieur à celui du programme (programme fonctionnel et technique), ce sont celles du programme qui priment sauf acceptation formelle de l'écart par le maître de l'ouvrage.

De ce fait, toute disposition prévue par un cahier des charges produit par le titulaire et ne répondant pas aux spécifications particulières du programme sera réputée non écrite si elle n'est pas expressément signalée comme telle.

Le maître de l'ouvrage ou son représentant sont réputés avoir les compétences requises pour juger de l'équivalence des performances.

1.6 Durée du marché

1.6.1 Durée

Il s'agit d'un **marché non reconductible**.

Le marché prend effet à la date de réception de sa notification par le titulaire pour une durée maximale de **trente-deux (32) mois, y compris la période de parfait achèvement (12 mois)**.

1.6.2 Dispositions spécifiques concernant le démarrage des prestations

Une réunion de lancement sera organisée suite à la notification du marché.

Démarrage des prestations : une fois le marché notifié et ayant pris effet, les prestations relatives à la mission M2 s'exécutent à compter de la date indiquée dans l'Ordre de Service (OS) de démarrage des études.

1.7 Organisation de la maîtrise d'ouvrage

1.7.1 Pouvoir Adjudicateur - Maîtrise d'Ouvrage

Au sens du code de la commande publique et du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux (CCAG-Travaux), la maîtrise d'ouvrage de l'opération est assurée par Aix-Marseille Université, établissement public de l'état à caractère scientifique, culturel et professionnel prenant la forme d'une université au sens de l'article L.711-2 du code de l'éducation, représentée par son Président, Représentant Légal du Pouvoir Adjudicateur (RLPA).

1.7.2 Equipe de maîtrise d'ouvrage

Le service compétent du maître d'ouvrage assurant le suivi du projet est la Direction du Numérique (DirNum) de l'Université d'Aix-Marseille.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage s'attache les services d'un assistant technique à maîtrise d'ouvrage (APL Data Center), dont la mission porte notamment sur :

- L'analyse des offres ;
- Le suivi des procédures d'autorisations administratives ;
- Le contrôle des plans et échantillons au regard de leur conformité au programme ainsi que les performances des équipements et matériaux mis en œuvre ;
- Le contrôle de la procédure de visa des plans effectuée par le groupement avant exécution ;
- Le contrôle de l'exécution du marché et des prestations qui en découlent ;

L'ATMO s'assurera notamment de la conformité des études et des travaux avec les dispositions du présent marché.

L'ensemble formé par la DirNum et l'assistant technique à maîtrise d'ouvrage constitue l'équipe de maîtrise d'ouvrage et sera désigné par cette appellation dans les différentes pièces du marché.

1.7.3 Le gestionnaire – exploitant

L'Université est propriétaire en propre de l'immeuble Couches Minces. Le Président de l'Université, en sa qualité de personne ayant les droits et devoirs du propriétaire, confie à la Direction d'Exploitation du Patrimoine Immobilier et de la Logistique (DEPIL) de l'Université d'Aix Marseille, cette mission d'exploitation et de gestion technique des immeubles. Dans la mesure où elle est impliquée dans la maintenance des locaux, le rôle de la DEPIL est à la fois de fournir les informations sur l'existant et de prévoir les interventions futures sur l'ouvrage et ses équipements.

A ce titre, un représentant de la DEPIL ou du service technique du campus Saint Jérôme, pourra participer aux réunions de chantier et donner un avis sur les questions en rapport avec sa mission.

1.8 Autres intervenants

1.8.1 Contrôle technique :

Une mission de contrôle technique portant sur la solidité des ouvrages, la sécurité des personnes, le fonctionnement des installations techniques sera confiée par le Maître d'Ouvrage à une société en cours de désignation.

Les missions confiées par le Maître d'Ouvrage au Contrôleur Technique sont :

Missions de base :

- Mission L portant sur la solidité des ouvrages et des éléments indissociables ;
- Mission S portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions ;

Missions complémentaires :

- Mission P1 relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés ;
- Mission LE relative à la solidité des ouvrages existants ;
- Mission HYS relative à l'hygiène et à la santé dans les bâtiments ;
- Mission TH relative à la vérification des exigences d'isolation thermique ;
- Mission F relative au fonctionnement des installations
- Mission Ph relative à l'isolation phonique ;
- Mission Hand relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées ;
- Attestation constatant le respect de la réglementation applicable aux PMR (décret du 17/05/2006) ;
- Attestation de solidité à froid

Mission spécifique :

- Vérification initiale des installations électriques prescrites à l'article 53 du décret 88-1056 du 14 novembre 1988 ;

Les ouvrages à construire constituent pour partie un établissement recevant du public au sens de l'Article. R123.1 du Code de la Construction.

L'intervention du Contrôleur Technique oblige le titulaire à lui fournir à titre gracieux tous les documents nécessaires à l'accomplissement de ses missions, à respecter à ses frais, les avis et prescriptions qui lui seraient imposés avec l'accord du Maître de l'ouvrage, par cet organisme dans le cadre des missions susvisées.

Le contrôleur technique intervient pendant la conception et l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

1.8.2 Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS) :

L'opération, objet du présent marché, relève de la catégorie 2 au sens de l'article R4532.1 du Code du Travail.

Une mission de CSPS sera confiée par le Maître de l'Ouvrage à une société en cours de désignation.

Le Plan Général de Coordination SPS sera communiqué au Titulaire dès le démarrage de la phase conception et sera mis à jour tout au long de la phase Etudes.

L'intervention de cet organisme oblige le titulaire à lui fournir à titre gracieux tous les documents nécessaires à l'accomplissement de ses missions, à respecter à ses frais, les avis et prescriptions qui lui seraient imposés avec l'accord du Maître de l'ouvrage, par cet organisme dans le cadre des missions susvisées.

1.8.3 Coordonnateur en matière de système de sécurité incendie (SSI) :

La mission de coordinateur de système de sécurité incendie est confiée au prestataire de la DirNum. Elle sera réalisée dans les conditions prévus par la norme NF S61-932 de juillet 2000.

1.9 Coordination

Le Titulaire est chargé de la coordination entre les études et les travaux, ainsi que de l'intervention des différents corps d'état intervenants comme cotraitants ou sous-traitants en phase travaux.

1.10 Direction des travaux

L'Entrepreneur assurera la direction des travaux et les Concepteurs vérifieront tout au long du chantier la conformité des ouvrages réalisés, aux documents et études qu'ils auront établis.

Les Concepteurs devront également assurer l'organisation et la direction des réunions de chantier, la rédaction et la diffusion des comptes rendus de ces réunions au Maître d'Ouvrage et à son assistant, ainsi que l'information mensuelle sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et des dépenses afférentes, avec indication des évolutions notoires dans le cadre des pièces contractuelles.

Le titulaire du marché de conception réalisation doit la constitution d'une cellule de Direction du groupement, avec l'intervention d'une personne physique désignée nommée directeur d'exécution. Cette cellule sera composée du représentant du Mandataire, du représentant des Concepteurs, du ou des représentants de l'Ingénierie. Le Directeur sera l'interlocuteur unique de l'AMO, du CT, du CSPS et du maître d'ouvrage.

Le Directeur d'exécution, personne physique, est désigné à l'acte d'engagement.

Le Directeur d'exécution s'assurera que tous les documents :

- Respectent les dispositions du présent marché de conception-réalisation, sont conformes au projet établi par le Titulaire en phase conception et approuvé par le maître de l'ouvrage, sont conformes aux règles de construction.
- N'appellent pas d'observations particulières du CSPS et du CT.

Le Directeur d'Exécution devra informer le maître de l'ouvrage et l'AMO de toutes propositions du Titulaire, de modification du marché de conception-réalisation.

Cette cellule aura la responsabilité de donner les visas au sens du code de la commande publique.

Le Directeur est chargé pendant la réalisation des travaux du « suivi des études d'exécution et de synthèse » et également du « Suivi des travaux » et du contrôle de l'exécution.

A titre d'exemple, il est responsable de la cellule de synthèse. A ce titre, tous les documents (plans d'exécution, plans d'implantation des terminaux, plans de synthèse, notes de calcul...) seront assortis d'un « Visa DIREX » (Visa du Directeur d'Exécution). Les plans visés sont également transmis à l'ATMO qui vérifie que les visas ont bien été réalisés par la cellule d'EXE au sens du code de la commande publique et que les réserves ou remarques du bureau de contrôle ont bien été levées ou intégrés dans les délais contractuels.

La mission de Contrôle de l'ATMO n'est pas la mission VISA du code de la commande publique et ses textes d'application, ni l'approbation et le visa des articles 29.1.3 et 29.1.4 du CCAG travaux, qui sont du ressort de la maîtrise d'œuvre (les concepteurs).

1.11 Modalités de conduite du projet

1.11.1 Equipe mise en place par le titulaire

Pour chaque corps d'état, le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre, pour la bonne réalisation des prestations du marché.

Le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes (intervenants et interlocuteur unique) dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché. Pour chacune des prestations de conception et de réalisation, il nomme la personne responsable du dossier, interlocuteur privilégié de la maîtrise d'ouvrage.

Il lui appartient de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence de son équipe, de qualité des prestations, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Le titulaire doit aussi mettre à la disposition d'AMU un interlocuteur unique. Ce correspondant permanent a pour mission de suivre le marché et de veiller à la bonne exécution des prestations effectuées dans le cadre du présent marché. Dans ce cadre, il apporte toute diligence à la résolution des dysfonctionnements des prestations. Il rend compte régulièrement et/ou à la demande d'AMU de la nécessaire coordination des prestations que seront amenées à mettre en œuvre les différents intervenants du titulaire. Le titulaire indique à AMU la procédure à suivre en cas d'absence de celui-ci.

Si cette absence est supérieure à une semaine, le titulaire doit désigner un remplaçant.

L'entité assurant la réalisation des travaux

Le titulaire assurera l'ordonnancement, le pilotage et la coordination des études et des travaux. A ce titre, il désignera la personne physique responsable de l'équipe en charge de l'exécution de cette mission dès la notification du marché, afin qu'elle soit identifiée pour la conduite de la période de préparation. Par la suite, cette personne est désignée par « OPC ».

L'entité assurant la réalisation des travaux prendra part à la direction des études d'exécution, des études de synthèse et de la coordination de la cellule de synthèse. Comme dans une procédure classique, le visa des études d'EXE est donné par le concepteur, qui participe aussi à la synthèse.

Les opérations préalables à la réception, la vérification des essais et des fiches d'autocontrôle se feront sous la responsabilité du concepteur.

L'entité assurant la conception

L'entité assurant la conception, telle que définie ci-avant, sera représentée par une personne nominativement désignée. Dans les pièces administratives relatives au présent marché, il y sera fait référence sous l'appellation « le maître d'œuvre » ou « concepteur ». Ce dernier jouera dans ce cadre son rôle de maître d'œuvre avec toutes les obligations définies par le CCAG-Travaux, à l'exception des dérogations mentionnées à l'article 22 du CCAP relatif au présent marché.

Le maître d'œuvre ainsi désigné prendra la responsabilité des tâches prévues par le code de la commande publique. Notamment il vérifiera tout au long du chantier la conformité des ouvrages réalisés aux documents et études qu'il aura établis. Il assurera le visa des documents d'exécution et prendra la responsabilité de la coordination des opérations préalables à la réception, de la vérification des essais et des fiches d'autocontrôle et de la proposition de réception de l'ouvrage au maître de l'ouvrage.

Pour ce faire, le maître d'œuvre et son équipe travailleront en étroite collaboration à la fois avec le responsable OPC assurée au titre de l'exécution du présent marché par le titulaire et avec le maître de l'ouvrage ou son représentant.

Le maître d'œuvre doit disposer des moyens lui permettant de réaliser sa mission de garant de la bonne réalisation de l'ouvrage.

A cet effet, la personne responsable du dossier doit être le maître d'œuvre, pour les prestations relatives aux missions suivantes :

M1 – APS ; M2 – APD ; M3 – AT ; M4 – PRO ; M5 – EXE ; M6 – VISA-DET ; M8 – AOR

Il devra notamment s'assurer du fait que les documents produits et les matériaux et matériels proposés, ainsi que leur mise en œuvre continuent à répondre à la fois aux exigences du programme et à sa traduction au travers des pièces écrites, mémoires, plans et documents graphiques remis par le titulaire au cours des différentes phases de conception et d'exécution (APS, APD, PRO, EXE). Il s'assurera notamment que les ajustements opérés n'appauvrissent le projet en aucun point, ni sur le plan technique, performantiel et fonctionnel, ni au niveau de l'investissement et/ou de son exploitation-maintenance.

Visa et Autocontrôle

Tout au long de la réalisation de l'opération depuis la phase études de projet, jusque et y compris la fin de la période de parfait achèvement, le titulaire met en place une structure d'autocontrôle associant de manière active les cotraitants architecte et bureaux d'études techniques. Pour toutes les prestations qu'ils fournissent au titre de l'opération, les cotraitants précités :

- Assurent le suivi et le contrôle de la qualité des prestations prévues, en cours d'exécution ou exécutées ;
- Accomplissent leur mission selon les règles de leur art et le CCAP ; l'architecte se conforme aux dispositions du code déontologique de sa profession ;
- Les cotraitants architecte et bureaux d'études techniques ont pour mission notamment :
 - o L'examen de la conformité de l'ensemble des documents constituant les études d'exécution et de synthèse réalisées par leurs cotraitants, aux dispositions du projet et la validation de ces documents par apposition de leur visa ;
 - o S'assurer que les ouvrages en cours de réalisation respectent les dispositions des études effectuées ;

- Le contrôle de l'exécution des travaux conformément aux pièces contractuelles et aux prescriptions réglementaires ;
- L'organisation de l'inspection des travaux en vue de la réception ;
- Concernant les Dossiers des Ouvrages Exécutés, collecter l'ensemble des plans, des synoptiques et schémas techniques conformes à la réalisation telle que prévue au marché de conception réalisation, rassembler les manuels des équipements mis en œuvre et les notices de fonctionnement, d'entretien, de vérification, de contrôle et de maintenance, collecter l'ensemble des procès-verbaux d'essais, et transmettre l'ensemble de ces documents au Maître d'Ouvrage ;
- Que la qualité des prestations réalisées est compatible avec les objectifs du projet architectural et l'image attendue.

Si les cotraitants architecte ou bureau d'étude technique décèlent une imperfection relevant du domaine de la présente mission de suivi de la qualité architecturale, technique et environnementale, il leur appartient d'en informer le mandataire par écrit avec copie directe au maître d'ouvrage.

L'exécution de la présente mission suppose, notamment, des visites de chantier, et sera réalisée conformément au CCAP.

Chacun des documents visés par le maître d'œuvre du groupement sera fourni à l'assistant du maître d'ouvrage pour contrôle.

1.11.2 Changement d'intervenant

Une personne de niveau équivalent ou supérieur peut être désignée en remplacement d'un des membres de l'équipe du titulaire, dans l'un des cas suivants :

- sur demande du titulaire après accord de l'administration ;
- sur demande expresse de l'administration.

Changement d'intervenant à l'initiative du titulaire :

En cas de changement de l'interlocuteur unique, d'un membre de l'équipe ou de modification d'organisation, le titulaire doit en aviser le pouvoir adjudicateur au moins une semaine avant la prise d'effet de la modification (sauf exception dûment motivée par le titulaire et considérée comme valable par AMU). Il communique impérativement les motifs de ces modifications ainsi que la nouvelle organisation.

En cas de remplacement, il doit présenter au pouvoir adjudicateur un collaborateur avec un profil équivalent conforme aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché. Le titulaire assure la formation du remplaçant. Le titulaire est responsable de la formation de son personnel sur l'ensemble des sujets relevant des prestations demandées. Il en assume le coût et l'incidence sur l'organisation de la prestation. Le titulaire prend aussi toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise, notamment la nouvelle équipe doit respecter les engagements pris par l'équipe précédente en termes de planning ou de date de réunion, d'intervention à venir.

Le remplaçant est considéré comme accepté si la DirNum ne le récusé pas dans un délai de 7 jours ouvrés à compter de sa présentation par le titulaire. Si la DirNum récusé le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours ouvrés maximum pour désigner un autre remplaçant et en informer la DirNum (sauf exception dûment motivée par le titulaire et considérée comme valable par AMU).

Si le titulaire était dans l'incapacité de présenter un intervenant de profil adapté et/ou si cette incapacité entraînait un retard dans la réalisation des prestations, des pénalités de retard pourront être appliquées pouvant aller jusqu'à la résiliation pour faute avec possibilité d'exécution aux frais et risques conformément aux articles du présent document sur les pénalités et la résiliation.

Réfutation d'un intervenant par AMU :

AMU se réserve la possibilité de demander au cours du marché (sur justification motivée et par courrier recommandé avec accusé de réception), le remplacement de tout ou partie de l'équipe du titulaire en cas de carence manifeste dans l'exécution des prestations ou dans le cas où les compétences d'un ou plusieurs membres de l'équipe ne correspondraient pas aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché. Le titulaire fournira alors au pouvoir adjudicateur un remplaçant, dans les mêmes conditions qu'au paragraphe ci-dessus. Ce remplacement devra être effectif dans un délai maximum de 7 jours ouvrés à compter de la notification écrite adressée au titulaire (sauf exception dûment motivée par le titulaire et considérée comme valable par AMU).

Si le titulaire était dans l'incapacité de présenter un intervenant de profil adapté et/ou si cette incapacité entraînait un retard dans la réalisation des prestations, des pénalités de retard pourront être appliquées pouvant aller jusqu'à la résiliation pour faute conformément aux articles du présent document sur les pénalités et la résiliation.

1.12 Obligations du titulaire

1.12.1 Généralités

Pour l'ensemble des prestations objet du marché, le titulaire est tenu de respecter les délais, les coûts et la qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. À cet effet, AMU se réserve le droit de refuser une prestation qui se révélerait non conforme à ses exigences dans l'exécution des prestations attendues.

Le titulaire, du fait de sa faute ou de sa négligence, peut être déclaré responsable de la mauvaise exécution ou de l'inexécution des obligations mises à sa charge, sauf si cette mauvaise exécution ou inexécution résulte d'un cas de force majeure tel que défini ci-après ou encore si elle résulte du fait de l'administration.

De façon expresse sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

En cas de difficultés ou de mauvaise exécution des prestations, objet du présent marché, le titulaire avise dans les plus brefs délais le service concerné d'AMU par un courrier motivé expliquant la nature de ces difficultés ou encore les raisons qui ne lui ont pas permis d'assurer la bonne exécution du marché. Il présente les conditions et les moyens qu'il entend mettre en œuvre pour respecter ses engagements.

En cas de violations des obligations mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

1.12.2 Clause d'insertion sociale

Aix-Marseille Université souhaite utiliser sa commande publique comme un outil de lutte contre le chômage et l'exclusion socio-professionnelle.

La démarche d'insertion constitue une condition d'exécution du marché en application de l'article L2112-2 du Code de la commande publique.

Le volume d'heures indiqué qui devra être réservé à l'embauche d'une ou plusieurs personnes engagées dans un parcours d'insertion, constitue un minimum obligatoire :

<i>Prestations</i>	<i>Heures d'insertion à réaliser</i>
Etudes	200 heures
Travaux (tranche ferme)	1 800 heures

Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

1. Public bénéficiaire de la clause sociale d'insertion

Par dérogation à l'article 20.1.1 du CCAG-Travaux, les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent notamment de l'une des catégories suivantes :

- ✓ Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :
 - Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé ; salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;
 - Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnées à l'article L .5132-4 du code du travail, c'est-à-dire ;
 - Mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI)
 - Salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;
 - Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
 - Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion et de Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
 - Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ)
 - Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.
- ✓ Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :
 - Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
 - Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
 - Personnes ayant obtenu la reconnaissance de la qualité de travailleurs handicapés au sens de l'article L.5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
 - Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation temporaire d'attente (ATA), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
 - Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - Sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois
 - Diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
 - Demandeurs d'emploi senior (plus de 50 ans) ;
 - Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV ou Garantie Jeunes ;
 - Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi et en recherche d'emploi depuis plus de 6 mois ;
 - Personnes ayant un statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
 - Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de France Travail, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

D'autres personnes, rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle, peuvent, sur avis motivé du facilitateur, être considérées comme relevant des publics prioritaires.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

2. Modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle du titulaire

Par dérogation à l'article 20.1.2 du CCAG-Travaux, l'action d'insertion professionnelle peut être mise en œuvre par le titulaire selon une ou plusieurs des modalités suivantes :

- Par une embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage). Les heures effectuées par les personnes en insertion via l'embauche directe sont comptabilisées durant l'exécution du marché à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de deux ans ;
- Par la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;
- Par le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique de Aix-Marseille Université pour le suivi d'exécution de la clause d'insertion.

A l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche ultérieure des personnes en insertion.

La liste des structures d'insertion par l'activité économique est communicable, à titre indicatif, par le facilitateur clauses sociales désigné.

Après la notification du marché, le titulaire indiquera, en relation avec le facilitateur clauses sociales, les modalités opérationnelles d'exécution et le planning détaillé de mise en œuvre de la clause sociale et désignera son propre correspondant insertion.

3. Globalisation des heures d'insertion

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, le titulaire peut solliciter auprès de Aix-Marseille Université la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

4. Dispositif d'accompagnement des entreprises

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, Aix-Marseille Université a développé un appui technique avec le facilitateur suivant : l'association **Emergence(S)**

Vos interlocuteurs EMERGENCE(S) :

Pour Marseille :

Johan TILMANT (Facilitateur) / jtilmant@emergences-asso.fr

Olecia BADALIAN (Chargé d'animation) / obadalian@emergences-asso.fr

Nesrine BELHADI (Chargé d'animation) / nbelhadi@emergences-asso.fr

Sepopo FREITAS (Chargé d'animation) / sfreitas@emergences-asso.fr

Les coordonnées du/des facilitateur(s) clauses sociales seront précisées au titulaire du marché après notification.

Dans le cadre du marché, le facilitateur a pour mission notamment :

- D'accompagner le titulaire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétence ...) et de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de la clause d'insertion (embauche directe, mise à disposition, etc.) ;
- D'identifier les publics susceptibles de répondre au besoin du titulaire ;
- D'organiser le suivi des publics ;
- De mesurer et de communiquer auprès de l'Université et du titulaire sur les réalisations.

Le titulaire fournit mensuellement au facilitateur les renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action en complétant le formulaire informatique sur la plateforme de déclaration UP Clause via un lien communiqué par le facilitateur.

Par ailleurs un contrôle sur pièces pourra être réalisé par le facilitateur en cours d'exécution du marché. Le titulaire est tenu de tenir à sa disposition les bulletins de salaire de chacun des mois travaillés pour chaque personne bénéficiaire de la clause d'insertion.

A l'initiative d'Aix-Marseille Université, une réunion de mise au point de l'action d'insertion est organisée avec le titulaire et le facilitateur, lors de la réunion de lancement. Elle est mise en place après notification du marché. Durant toute la période d'exécution du marché, Aix-Marseille Université peut organiser avec le titulaire et, le facilitateur, des réunions de suivi de la clause d'insertion.

Le titulaire notifie au Pôle des marchés publics d'Aix-Marseille Université toute difficulté pour assurer son engagement à l'adresse suivante : nathalie.agius@univ-amu.fr.

Dans ce cas, l'Université, avec l'appui du facilitateur, étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander au maître d'ouvrage la suspension ou la suppression de la clause d'insertion sociale. En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, l'Université annule la clause d'insertion sociale. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés, transmis à la DREETS ou au juge.

Il est procédé au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé, tout au long de l'exécution des prestations :

- le titulaire, ou le cas échéant le facilitateur, établit pendant toute la durée du marché un bilan annuel sur la base des bilans transmis au maître d'ouvrage ;
- le titulaire, ou le cas échéant le facilitateur, rédige un bilan final dans le mois précédant la fin de l'exécution du marché transmis au maître d'ouvrage.

Ces bilans portent sur les aspects quantitatif et qualitatif de l'action d'insertion.

5. Contrôle du respect des dispositions d'insertion sociale

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités définies à l'article 8 du présent CCAP.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer l'Université par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, Aix-Marseille Université peut procéder à la résiliation du marché.

1.13 Cotraitance

1.13.1 Forme du groupement

En cas de groupement, le marché est conclu avec un groupement dont le mandataire est solidaire des autres cotraitants.

1.13.2 Obligations du mandataire

En tant que mandataire solidaire, le mandataire du groupement se porte garant de la totalité de l'exécution des prestations objet du présent marché et doit pallier toute défaillance d'un ou de plusieurs cotraitants.

En outre, le mandataire du groupement assure la représentation de ses cotraitants ainsi que la coordination de leurs interventions.

Au titre de son obligation de représentation des cotraitants, le mandataire :

- Est l'interlocuteur unique du Maître d'Ouvrage,
- Assure la transmission au Maître d'Ouvrage après analyse et avis pour information, de toutes autres communications (mémoires, réserves, réclamations, etc.) émanant d'un cotraitant,
- Assure la transmission au Maître d'Ouvrage des demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement de ses sous-traitants et des sous-traitants des différents cotraitants,
- Assure la transmission au Maître d'Ouvrage en temps utile de toute information nécessaire à la réception des travaux et à la levée des réserves éventuelles,
- Assure la représentation de chacun des cotraitants en cas de contestation ou différend, notamment vis-à-vis du Maître d'Ouvrage,
- Assure la représentation de chacun des cotraitants et sous-traitants éventuels, vis-à-vis des intervenants tiers au marché.

Au titre de son obligation de coordination et de pilotage du groupement, le mandataire doit :

- Assurer la transmission aux cotraitants, avec les directives appropriées et dans les délais les plus courts, de toutes instructions, notes, plans, directives, ordres de service, projet de modification de contrat, ou tout autre décision émanant du Maître d'Ouvrage,
- Assurer la gestion des interfaces internes au groupement et les interfaces externes du groupement,
- Faciliter l'exercice en toute indépendance des missions d'études de la Cellule d'Ingénierie Intégrée, et de contrôle interne d'études,
- Veiller à la bonne intégration des équipements au sol avec le reste des travaux,
- Centraliser et mettre en cohérence les éléments des calendriers détaillés des différents cotraitants, dans le respect des objectifs et dispositions du présent marché,
- Mettre en concordance les méthodes et les processus d'exécution des ouvrages de chacun des intervenants,
- Coordonner les études d'exécution des ouvrages de chacun des intervenants,
- Assurer la coordination de l'établissement de la documentation de maintenance et des dossiers des ouvrages exécutés,
- Suivre l'application des dispositions du marché par les cotraitants et étudier les solutions à apporter aux difficultés qui entraveraient l'exécution des travaux,
- Veiller au respect des Prescriptions et Contraintes Générales de Chantier par les cotraitants,
- Assurer la coordination des différentes entreprises en matière d'hygiène et de sécurité,
- Participer aux réunions du CISSCT,
- S'assurer du respect des dispositions prescrites par le CSPS,
- Assurer la coordination en matière de qualité entre les cotraitants.

1.13.3 Obligation des cotraitants

Dans le cadre d'un groupement, chaque cotraitant doit :

- Fournir au mandataire pour transmission au Maître d'Ouvrage tout document prévu par le présent marché ou nécessaire à la réalisation de l'opération,
- Faire connaître l'état d'avancement des tâches dont il est en charge, afin de permettre le suivi de l'avancement,
- Informer le mandataire de tout événement susceptible de perturber la bonne réalisation des travaux,
- Informer de la fin des travaux,
- Prendre en compte les remarques émanant du mandataire.

1.13.4 Transmission des documents entre le groupement et le Maître d'Ouvrage

Le Mandataire assure la transmission au Maître d'Ouvrage de l'ensemble des documents émanant des cotraitants, soit en signant la lettre ou le bordereau d'envoi, soit en contresignant le document lui-même. Dans le cas contraire ils ne seront pas admis par le Maître d'Ouvrage.

Par principe, le Maître d'Ouvrage transmet ses courriers et documents au mandataire du groupement. Le Maître d'Ouvrage se réserve toutefois la possibilité de s'adresser directement à un cotraitant en transmettant alors une copie du courrier ou du document au mandataire du groupement.

Les documents d'exécution juridiques tels que les modifications de contrat, les décisions du pouvoir adjudicateur, etc. seront transmis principalement via le profil acheteur d'AMU (plateforme PLACE). Pour ce faire, le titulaire communique une adresse électronique permettant d'assurer le suivi du marché.

1.14 Sous-traitance

Généralités

Si le titulaire envisage de confier au cours du marché l'exécution de certaines prestations à un ou à plusieurs sous-traitants, celui-ci doit obtenir préalablement à toute intervention du sous-traitant, **l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement** par le pouvoir adjudicateur (utilisation recommandée du formulaire **DC4 « Déclaration de sous-traitance »**).

La déclaration de sous-traitance sera signée par la personne **habilitée à engager le titulaire**. Elle sera accompagnée de **documents permettant d'apprécier les capacités professionnelles, techniques et financières de la société** présentée pour la réalisation des prestations sous-traitée (comme par exemple une liste de référence, des certificats de capacités professionnelle, le chiffre d'affaires global annuel, les moyens humains, techniques ou matériels, etc.). L'ensemble des éléments nécessaires à remettre à l'appui de la demande de sous-traitance sont mentionnés à l'article R2193-3 du Code de la Commande Publique

Le titulaire présentant un sous-traitant pendant l'exécution du marché, envoie la Déclaration de sous-traitance en originale ainsi que l'ensemble des documents permettant d'apprécier les capacités du sous-traitant par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date à l'adresse suivante :

1. **Si le document est signé au moyen d'une signature électronique valide** (*Rappel : le scan d'une signature manuscrite ne vaut pas signature électronique*), le formulaire DC4 peut être transmis par courrier électronique à l'adresse suivante : dcp-dc4@univ-amu.fr
2. **Si le document est signé de manière manuscrite**, il est transmis en original par courrier à l'adresse suivante :

Aix-Marseille Université
Direction de la commande publique – PAFM
58, bd Charles Livon - 13284 Marseille Cedex 07

Avec envoi **en copie** par courrier électronique à l'adresse suivante : dcp-dc4@univ-amu.fr

Dans les deux cas :

Les documents permettant d'apprécier les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant (liste de référence, moyens humains et techniques, chiffre d'affaire, etc.) sont transmis en même temps que le formulaire DC4.

Les mentions suivantes doivent obligatoirement apparaître sur le formulaire de demande d'agrément de sous-traitance :

- Le numéro de procédure **AMU16-2025,**
- Le numéro de marché **2025xxxx tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement.**

La sous-traitance est prévue conformément aux dispositions des articles R2193-3 à R2193-122 du Code de la Commande Publique. **La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.**

Le recours à un intervenant extérieur par le titulaire ne peut donner lieu à une modification des tarifs horaires appliqués.

Modalités de paiement direct

Si le sous-traitant remplit les conditions mentionnées à l'article R2193-3 du Code de la Commande Publique, le sous-traitant adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la date de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier son refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'acheteur accompagnée des factures et de la preuve que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'acheteur adresse au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Remarque : lorsque le sous-traitant utilise le portail de facturation Chorus Pro mentionné à l'article 2 de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité. Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur le portail de facturation.

L'acheteur procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu à l'article 10.3 du CCAP. Ce délai court à compter de la réception par l'acheteur de l'accord du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe ci-dessus.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Cette demande de paiement devra comporter :

- Les noms du titulaire et du sous-traitant,
- Les références de l'acte spécial : n°, montant TTC, taux de T.V.A., prestations sous-traitées,
- Mois des prestations sous-traitées,
- Numérotation de l'attestation (nombre de demandes de paiement présentées sur le même acte spécial).
- Le montant TTC à régler directement, le taux de la TVA appliqué à ce montant, le taux de variation de prix inclus dans ce montant.

1.15 Part des prestations réservées à des PME

Si le titulaire n'est pas lui-même une petite ou moyenne entreprise ou un artisan, la part minimale qu'il s'engage à confier, directement ou indirectement, à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans est fixée à 20 % du montant prévisionnel du marché, sauf lorsque la structure économique du secteur concerné ne le permet pas (Article R2171-23 du code de la commande publique).

La part des prestations réservée aux PME s'apprécie sur la durée totale du marché.

1.16 Connaissances des lieux et des documents – devoir de vérification

1.16.1 Informations communiquées par le Maître d'Ouvrage

Le Concepteur/Réalisateur reconnaît que l'exactitude, le caractère complet, et la pertinence des informations concernant le site, mises à sa disposition par le Maître d'ouvrage, ne peut être garantie à 100%.

En ce sens, il incombe au Concepteur/Réalisateur, en tant qu'homme de l'art assujetti à un devoir de conseil, de vérifier chacune des données d'entrée transmises afin de déceler les éventuelles incertitudes, incohérences, ou erreurs qu'elles pourraient comporter, et en informer le Maître d'Ouvrage.

Le Concepteur/Réalisateur reconnaît que pour l'élaboration de son offre et de ses études (et notamment pour l'identification des risques susceptibles d'avoir une incidence sur la réalisation des ouvrages, y compris pour l'estimation des coûts et la fixation des délais d'exécution), il ne s'est pas uniquement fié aux informations transmises par le Maître d'Ouvrage, mais qu'avant de signer le marché, il a procédé à toutes les analyses et évaluations raisonnables attendues d'un homme de l'art au regard des éléments fournis par le Maître d'Ouvrage pour juger de la densité et de la pertinence des données fournies et identifier toutes les conditions et contraintes qu'il estimait importantes pour la détermination du montant du marché, des délais d'exécution et des conditions de réalisation des travaux.

1.16.2 Connaissance des lieux – Engagements du concepteur-réalisateur

Le Concepteur/Réalisateur est réputé avoir pris connaissance des sites concernés par le projet et de toutes les contraintes et sujétions liées à son environnement.

En ce sens, le Concepteur/Réalisateur est réputé :

- S'être rendu sur les lieux où doivent être réalisés les travaux,
- Avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées,
- Avoir pris parfaite connaissance de l'état du terrain qui leur sera livré,
- Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage, de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique auprès des concessionnaires,
- Avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations,
- Avoir pris connaissance auprès du Maître d'Ouvrage et des concessionnaires de l'emplacement de tous les réseaux aériens et souterrains affectés par les travaux et avoir tenu compte dans ses prix, de toutes les sujétions que ces réseaux pourront lui occasionner, étant entendu que le Concepteur/Réalisateur sera responsable envers les tiers de tous les accidents qui pourraient survenir du fait de ses travaux.

En résumé, le Concepteur/Réalisateur est réputé avoir une connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser et démolir.

Le Concepteur/Réalisateur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à une rémunération supplémentaire, ou à des prolongations de délais.

Le Titulaire ne saurait donc se prévaloir postérieurement à la remise de son prix d'une connaissance insuffisante du site, lieux et terrains d'implantation de l'ouvrage et des réseaux, et de tous les éléments locaux susceptibles d'interférer dans l'exécution des travaux ou moyens d'accès au bâtiment et ouvrages, voies de passage pour les véhicules, conditions climatiques, contraintes d'accès, etc.

Les renseignements donnés dans les pièces qui lui sont fournies ne constituent que des éléments d'information qu'il appartiendra au Titulaire de compléter sous sa responsabilité (notamment en ce qui concerne les études géotechniques fournies au dossier de consultation, les levés topographiques, les conditions de stabilité, etc.).

1.17 Obligations de résultats

L'attention du Titulaire est attirée sur le fait qu'une obligation de résultat est exigée d'une manière générale, et en particulier en termes de (d') :

- Recherche de la meilleure efficacité énergétique possible du data center ;
- L'atteinte d'un PUE de 1,5 ;
- Obtention sans suspension des autorisations administratives nécessaires, purgées des recours administratifs et de ceux des tiers ;
- Respect du délai de livraison des prestations et travaux ;
- Obtention des avis favorables sans réserve des services instructeurs et organismes associés ;
- De continuité de fonctionnement du bâtiment Couches Minces et de son activité ;
- De continuité de fonctionnement du campus et de l'activité sur l'ensemble des bâtiments hors périmètre projet ;
- De limitation des nuisances pour les usagers ;
- Arrêté d'autorisation d'ouverture, dans un délai de 1 mois suivant l'avis favorable de la commission sécurité, et qu'il aura à sa charge toutes incidences techniques et financières, en cas de :
 - o Retard dans l'obtention des autorisations administratives nécessaires ;
 - o Non-obtention des autorisations administratives nécessaires ;
 - o Recours des tiers contre le Maître d'Ouvrage,
 - o Retard des délais de livraison,
 - o Retard ou non-obtention des avis favorables sans réserve des services instructeurs et organismes associés,

Article 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les documents contractuels régissant le marché sont énumérés par ordre décroissant d'importance, selon l'ordre de citation ci-dessous :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes :
 - o Décomposition du prix par élément de mission et par cotraitant,
 - o Demande d'acceptation d'un sous-traitant et conditions de paiement du contrat de sous-traitance le cas échéant,
 - o Mise au point du marché de conception – réalisation comprenant notamment les observations émises par le MOA, l'AMO, le CSPS, le CT pendant la phase de consultation (le cas échéant) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières d'Etudes de Conception et d'Exécution (CCTP.ECE) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux dans sa version arrêtée au 30 mars 2021 ;
- Le Cahier des Ecarté établi par le Titulaire et accepté par le Maître de l'Ouvrage à la signature du marché (le cas échéant) ;
- Le Programme de l'opération et ses annexes ;
- Les attendus des autorisations administratives, ainsi que les avis des services instructeurs, et de la commission de sécurité préalable à l'ouverture de l'établissement le cas échéant ;

- Le Rapport Initial de Contrôle Technique ;
- Le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC) qui sera établi par le Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- Le dossier d'offre du Titulaire ;
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire : seuls les prix unitaires indiqués dans la DPGF seront considérés comme documents contractuels servant au règlement des situations mensuelles d'acomptes et des travaux supplémentaires régulièrement commandés par le Pouvoir Adjudicateur. Elle ne pourra donc pas servir à donner quelque indication contractuelle que ce soit sur les quantités ou sur la nature d'ouvrages et de fournitures à exécuter par l'attributaire du marché.

Les documents du mémoire justificatif contractualisés dans le cadre de la mise au point du présent marché, ainsi que les documents remis par le Concepteur/Réalisateur et contractualisés dans le cadre de l'exécution du marché, ont tous la même valeur dans l'ordre de préséance des différentes pièces contractuelles.

Il est rappelé que toutes les prestations proposées par le titulaire à un stade quelconque de la conception ou de l'exécution de l'ouvrage, et présentant un niveau de performance supérieur à celui du programme, sont réputées acquises par le maître de l'ouvrage.

Pour les prestations présentant un niveau de performance inférieur à celui du programme, ce sont celles du programme qui priment sauf acceptation formelle de l'écart par le maître de l'ouvrage.

De ce fait, toute disposition prévue par un cahier des charges produit par le titulaire et ne répondant pas aux spécifications particulières du programme sera réputée non écrite si elle n'est pas expressément signalée comme telle.

Le maître de l'ouvrage ou son représentant sont réputés avoir les compétences requises pour juger de l'équivalence des performances.

Les documents d'ordre général bien que non joints au marché sont réputés bien connus des entreprises et des parties contractantes, qui leur reconnaissent expressément le caractère contractuel.

Toutes les mesures sont prises par le titulaire du marché pour répondre aux référentiels, normes et réglementations en vigueur dans l'exécution des prestations.

Article 3 – MODIFICATIONS APPORTEES AU PROJET

En cours d'exécution, le présent marché pourra être modifié dans les limites définies au présent article. Il sera mis en place un système de fiches modificatives initiées par le titulaire ou par la maîtrise d'ouvrage pour les modifications résultant d'une proposition de leur part respective.

3.1 Réalisation de prestations similaires

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, des marchés de travaux ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titre du marché initial pourront être passés auprès du titulaire du lot concerné.

3.2 Imprévision

Le marché pourra être modifié en cours d'exécution quel que soit le montant dans les limites définies comme suit :

- Pour la réalisation de prestations supplémentaires non prévisibles à la date de passation du contrat et qui s'avèrent nécessaires pour la bonne exécution du marché public ;
- Parce que la modification est rendue nécessaire par des circonstances que l'acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

En application de l'article R2194-3 du code de la commande publique, le montant de chaque modification ne peut être supérieur à 50% du montant du marché initial.

Pour toute autre modification n'entrant pas dans le champ susmentionné, et sous réserve que la modification en cours d'exécution du contrat ne soit pas substantielle, le présent marché pourra faire l'objet d'acte modificatif en cours d'exécution.

En cas de modification du titulaire initial (en cas de liquidation judiciaire d'un de ses membres ou son impossibilité, pour une cause extérieure, d'exécuter ses obligations contractuelles), le marché pourra faire l'objet d'une clause de réexamen, sous réserve d'un niveau de compétences et de capacités techniques et financières égales au titulaire initial.

3.3 Covid-19

Les parties reconnaissent que la signature de ce contrat intervient alors que l'épidémie de la COVID 19 est en cours.

Si en soit, le Covid-19 ne constitue donc pas un fait imprévisible, les parties reconnaissent néanmoins que l'évolution de cette épidémie, et donc les impacts potentiels qu'elle pourrait avoir dans les mois qui viennent pour le bon déroulement du projet, sont à ce jour imprédictibles, et restent donc susceptibles de qualifier une situation de Force Majeure.

En tant que professionnel, il revient au Titulaire de faire pour lui-même, en toutes circonstances, sa propre évaluation des impacts potentiels de l'épidémie et des risques encourus, quelques soit la nature de ceux-ci : risques directs sanitaires, ou indirects (confinement, quarantaine, sans que cette liste ne soit limitative). Le titulaire reste seul responsable de prendre toute mesures et décisions nécessaires à la limitation ou à l'évitement des risques qu'il encourt, et exonère donc le maître d'ouvrage de toute responsabilité en la matière.

L'exécution du présent marché n'ouvre pas droit pour le titulaire à une résiliation unilatérale. Toute décision d'arrêt de chantier ne pourra être prise que :

- Unilatéralement pour le maître d'ouvrage ;
- Ou, sur proposition du Titulaire après accord exprès du maître d'ouvrage.

Il est donc en particulier de la responsabilité exclusive du titulaire de souscrire à toute assurance permettant la prise en charge de tout frais/indemnité/dommages le concernant, consécutif à une situation / un événement découlant de la crise de la COVID19.

3.4 Clause de réexamen

3.4.1 Epidémie de la COVID-19

Le présent marché tient compte de toutes les conséquences du fait de l'épidémie de la Covid-19 normalement prévisibles à la remise des offres et permettant notamment :

- La réalisation de l'intégralité des prestations objet du marché dans des conditions sanitaires conformes aux spécifications de référence du marché (Guide OPPBTP/FPS) destinées à limiter la propagation du virus de la Covid-19 ;
- De respecter les lois, réglementations et recommandations ministérielles spécifiques mises en œuvre dans le cadre de la crise sanitaire née de la pandémie de la Covid-19.

Cependant, pour tenir compte de l'évolution de la situation sanitaire et en cas de modification des conditions juridiques, économiques et/ou techniques d'exécution du Contrat du fait de l'épidémie de la COVID-19 ou de toute autre épidémie/pandémie à venir le cas échéant, les Parties conviennent qu'elles pourront procéder au réexamen des termes correspondants du Contrat.

Les parties pourront alors se rencontrer dans les plus brefs délais pour revoir les termes du présent marché notamment dans les cas suivants :

- Assouplissement ou renforcement des mesures spécifiques mises en œuvre dans le cadre de la crise sanitaire née de l'épidémie de la COVID-19 ;
- Mise en œuvre de toute autre mesure liée à une nouvelle épidémie/pandémie qui apparaîtrait à compter de la signature du présent marché et qui en impacterait l'exécution.

L'initiative de la demande de réexamen appartient à la maîtrise d'ouvrage et au Titulaire par tout moyen permettant de garantir la bonne réception de la demande.

La procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des missions prévues dans le cadre du présent marché.

A l'issue de ce réexamen, les Parties conviennent d'en définir et formaliser les conséquences éventuelles, par voie d'avenant, en observant les mêmes principes que ceux qui ont présidé à la conclusion du marché de bonne foi et en conciliant, dans toute la mesure du possible, le respect de leurs intérêts respectifs.

Les évolutions précitées pourront notamment donner lieu à une adaptation des prix unitaires de la DPGF et des conditions d'exécution du marché (méthodologie, moyens en matériel et en personnel).

3.4.2 Autres cas de réexamen

Les Parties conviennent qu'elles pourront également procéder au réexamen des termes correspondants du Contrat dans les cas suivants :

- Une modification de la législation et/ou de la réglementation ayant des conséquences sur l'exécution du marché de nature à bouleverser l'économie générale du contrat.
- La disparition d'un indice utilisé dans la formule de révision de prix du présent marché.
- Une évolution technologique rendant nécessaire de modifier le bordereau des prix (par ex, substitutions d'un modèle à l'autre ou ajouts d'un nouveau matériel).

L'initiative de la demande de réexamen appartient à la maîtrise d'ouvrage et au Titulaire par tout moyen permettant de garantir la bonne réception de la demande.

La procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des missions prévues dans le cadre du présent marché.

A l'issue de ce réexamen, les Parties conviennent d'en définir et formaliser les conséquences éventuelles, par voie d'avenant, en observant les mêmes principes que ceux qui ont présidé à la conclusion du marché de bonne foi et en conciliant, dans toute la mesure du possible, le respect de leurs intérêts respectifs.

Les évolutions précitées pourront notamment donner lieu à une adaptation des prix unitaires de la DPGF et des conditions d'exécution du marché (méthodologie, moyens en matériel et en personnel).

3.5 Modifications proposées par le titulaire du marché

Par dérogation aux articles 13, 14, 15, 16, et 30 du CCAG-Travaux, toute proposition de prestations supplémentaires et modification du projet par rapport aux pièces contractuelles

ou aux pièces ayant fait l'objet d'un avis préalable du bureau de contrôle, devront être adressées au Maître d'Ouvrage, sous la forme d'une fiche de travaux modificatives.

Ces propositions devront être accompagnées :

- D'une notice explicative donnant les motifs qui ont conduit à cette proposition ;
- De l'estimation détaillée de l'incidence financière (en plus ou en moins) entraînée par la modification. Celle-ci est obligatoirement assortie d'un sous-détail ou d'une décomposition ;
- De l'influence que peut avoir cette proposition sur les délais.

S'il existe des décompositions des prix forfaitaires ou des sous-détails de prix unitaires, leurs éléments sont utilisés pour l'établissement par le Titulaire de la proposition de modification pour le paiement des travaux non prévus. Sinon, les prix nouveaux sont établis par assimilation aux travaux les plus analogues.

Les prix nouveaux sont calculés dans les mêmes conditions économiques que les prix du marché.

Le Maître d'ouvrage par l'intermédiaire de la DirNum notifie au Titulaire par ordre de service la décision sur la proposition reçue, avec le prix proposé pour le règlement des études et des travaux.

Les prix provisoires notifiés sont appliqués pour l'établissement des décomptes jusqu'à la fixation des prix définitifs.

Le Titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires si, dans le délai de trente jours suivant l'ordre de service par lequel ces prix ont été notifiés, il n'a pas présenté d'observation au maître d'ouvrage en indiquant, avec les justifications utiles, les prix qu'il propose.

Après instruction si le maître d'ouvrage n'apporte aucune réponse, la proposition sera considérée comme refusée.

Lorsque le pouvoir adjudicateur et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant au marché.

Si l'entrepreneur apporte sans autorisation du maître d'ouvrage des modifications aux travaux tels qu'ils sont définis par le marché, le maître d'ouvrage pourra exiger les démolitions, corrections, reprises nécessaires à l'exécution correcte du marché, aux frais de l'entrepreneur.

Le maître d'ouvrage ne doit aucun paiement supplémentaire si les ouvrages modifiés sans accord du maître d'ouvrage ont entraîné pour l'entrepreneur des dépenses supérieures à celles initialement prévues.

Toute modification du projet rendue nécessaire pour le respect des objectifs définis dans les pièces de la consultation feront l'objet d'une appréciation par le maître d'ouvrage et son ATMO, et ne sauraient donner lieu à aucune indemnité ou aucun paiement supplémentaire.

3.6 Modification résultant d'une demande du Pouvoir Adjudicateur :

Par dérogation aux Articles 13, 14, 15, 16, et 30 du CCAG-Travaux, lorsque le Représentant du Pouvoir Adjudicateur demande au Titulaire d'étudier des modifications dans la consistance ou l'étendue des travaux, l'équipe de maîtrise d'ouvrage demande un devis pour la réalisation des études et/ou des travaux supplémentaires au Titulaire.

Dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande de modification formalisée par une fiche de travaux modificative émise par la maîtrise

d'ouvrage, le titulaire adresse au maître de l'ouvrage et à son représentant une proposition de prix accompagnée de tous les éléments justificatifs, tels que plans, notice technique explicative, incidence sur le coût global de l'ouvrage, ainsi que, le cas échéant, une proposition de délai pour la réalisation de cette modification et incidence sur le délai global du marché, ainsi que les éventuels impacts sur les autres performances définies au marché. A défaut de réponse dans ce délai de quinze (15) jours calendaires, il sera fait application des pénalités prévues à l'article 8 du présent CCAP.

S'il existe des décompositions des prix forfaitaires ou des sous-détails de prix unitaires, leurs éléments sont utilisés pour l'établissement par le Titulaire de la proposition de modification pour le paiement des études/travaux non prévus. Sinon, les prix nouveaux sont établis par assimilation aux études/travaux les plus analogues.

Les prix nouveaux sont calculés dans les mêmes conditions économiques que les prix du marché.

Le Maître d'ouvrage notifie au Titulaire par ordre de service la décision sur la proposition reçue, avec le prix proposé pour le règlement des études et/ou des travaux.

Les prix provisoires notifiés sont appliqués pour l'établissement des décomptes jusqu'à la fixation des prix définitifs.

Le Titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires si, dans le délai de trente jours suivant l'ordre de service par lequel ces prix ont été notifiés, il n'a pas présenté d'observation au maître d'ouvrage en indiquant, avec les justifications utiles, les prix qu'il propose.

Après instruction si le maître d'ouvrage n'apporte aucune réponse, la proposition sera considérée comme refusée.

Lorsque le pouvoir adjudicateur et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant au marché.

Ne sont pas considérées comme modifications de programme les adaptations de prestations résultant :

- Des observations formulées par le contrôleur technique, le coordonnateur SPS, ou les attendus des autorisations administratives de travaux,
- Du choix de l'aspect et des coloris d'échantillons présentés à l'acceptation du maître d'ouvrage
- De mise au point au travers d'ouvrages témoins.

3.7 Cahier des écarts

Le cahier des écarts remis au stade de la consultation et rendu contractuel sera constitué de la liste des prestations dont les performances sont supérieures aux exigences du programme avec l'indication de l'incidence financière correspondante.

Le cahier des écarts pourra également contractualiser une offre inférieure. Celle-ci étant définie comme :

- Une offre, tout en étant conforme aux objectifs de performance du Programme, est inférieure techniquement et financièrement à la solution proposée par le candidat dans son offre initiale ;
- Ou une offre inférieure aux performances du Programmes si les solutions proposées portent sur des éléments de performance définis comme tangibles dans le programme.

A l'issue de chaque phase d'étude prévue au marché, et dès modification du projet accepté, le cahier des écarts sera mis à jour par le groupement, il contiendra tous les paramètres nécessaires à l'identification complète des écarts : éléments de devis descriptifs des

matériaux, équipements et/ou mise en œuvre, schémas et plans, plans de détails, éléments financiers.

3.8 Mise à jour des documents et permis modificatif

Après acceptation par le maître d'ouvrage de chaque modification indiquée par ordre de service ou avenant au groupement, celui-ci devra remettre à jour dans les trente (30) jours suivant la réception de cette acceptation, à défaut d'un autre délai accordé par le maître d'ouvrage, toutes pièces contractuelles ou rendues contractuelles.

Le maître d'ouvrage et son AMO devront être en capacité de détenir un dossier mis à jour, conformément aux décisions prises, au fur et à mesure de l'avancement.

En cas de modification, de quelque catégorie que ce soit, et spécifiquement concernant les pièces constituant la demande de Permis de Construire initial, le groupement devra déposer une demande de Permis de Construire Modificatif. Le dépôt de ce dossier devra se faire sous 2 mois après notification de l'OS ou de l'avenant modifiant le projet. Tout avis ou demande des services instructeurs reçue par le maître d'ouvrage devra être intégrée au projet sans surcoût pour le maître d'ouvrage.

L'obtention des accords de permis modificatifs, comme pour les accords sur le permis initial, est soumise à une obligation de résultat pour le titulaire.

Article 4 - PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX -RÈGLEMENTS DES COMPTES

4.1 Prix

4.1.1 Nature des prix

L'ensemble des prestations objet du présent marché est réglé par l'application d'un prix global et forfaitaire, indépendamment des quantités réellement mises en œuvre pour les réaliser.

Le prix global et forfaitaire est précisé dans l'Acte d'Engagement et détaillé au moyen de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF). Les quantités inscrites dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) n'ont pas un caractère contractuel et ne représentent pas la limite supérieure des prestations dues par le Concepteur/Réalisateur.

Seul le prix global et forfaitaire indiqué dans l'Acte d'Engagement a un caractère contractuel. Ce prix global et forfaitaire résulte de l'addition des prix forfaitaires de chaque Groupe d'Ouvrages.

S'agissant d'un prix global et forfaitaire, non susceptible de connaître des majorations ou plus-values en fonction des quantités réellement mises en œuvre, le prix du présent marché, mentionné à l'Acte d'Engagement doit intégrer des provisions pour aléas et sujétions diverses.

4.1.2 Contenu des prix

Les prix du présent marché sont établis hors TVA par le Concepteur/Réalisateur, après qu'il ait vérifié et pris en compte l'intégralité des documents constituant le Dossier de

Consultation des Entreprises (DCE), et après s'être renseigné auprès des concessionnaires pour connaître exactement l'ensemble des éléments techniques et financiers nécessaires à la réalisation des prestations objet du marché. Ils intègrent toutes les sujétions correspondant à l'obtention de la qualité requise pour la réalisation des prestations objet du présent marché.

Les prix comprennent toutes les dépenses résultant de toutes les prescriptions des pièces contractuelles y compris toutes les dépenses résultant de la maîtrise de la qualité des prestations, les frais généraux, les droits de brevet et les licences informatiques, assurances, impôts et taxes (exceptée la TVA) et assurent au Titulaire les marges pour risques et aléas de toutes natures ainsi que les bénéfices. Ils incluent également ses propres frais d'assurance.

Les prix comprennent tous les frais du Titulaire liés à la coordination, l'ordonnancement et le pilotage à l'intérieur du groupement ainsi que la marge pour la défaillance éventuelle d'un cotraitant ou d'un sous-traitant.

Il appartient au Titulaire, compte tenu de sa compétence d'Homme de l'Art, d'appréhender la globalité d'un ouvrage ou d'une prestation dans toutes ses composantes.

En plus des dépenses mentionnées à l'article 9.1 du CCAG travaux, les prix tiennent compte notamment :

- De la fourniture ou réalisation de l'ensemble des prestations nécessaires à la satisfaction des besoins et exigences définis dans le programme et ses annexes ;
- Des contraintes liées au planning d'exécution des travaux, et notamment l'exécution en plusieurs postes ;
- Des frais induits par la phase de commissionnement, en phase réception ou pendant la garantie de parfait achèvement
- Des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée de l'ensemble des prestations nécessaires à l'exécution des travaux, et à l'installation des équipements ;
- Des sujétions afférentes à la complète garde des installations de chantier, de l'ouvrage et des équipements (de toutes natures) intégrés à l'ouvrage,
- Des sujétions afférentes à l'ensemble des travaux de dévoiements de réseaux, intervention sur les existants en site occupé, et rendus nécessaires pour assurer la continuité de fonctionnement,
- De toutes les dépenses communes de chantier y compris les ouvrages provisoires, les charges temporaires des travaux, les frais de raccordement, les consommations de chantier,
- Sujétions de travail en postes, ou le samedi ou le dimanche, toutes les fois que le respect du planning l'imposera,
- De tous éléments afférant à l'exécution des travaux ; le Titulaire reconnaît avoir notamment, avant la remise de son acte d'engagement, pris connaissance complète et entière des caractéristiques du site et des bâtiments, des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- Des dépenses liées à l'acquisition ou la location d'emprises supplémentaires par rapport à celles mises à disposition par le Maître d'Ouvrage et nécessaire à la réalisation des travaux,
- Des dépenses liées à la remise en l'état des lieux occupés par le Concepteur/Réalisateur,
- Des dépenses liées aux dispositions en matière de sécurité définies par les gestionnaires de réseaux (DICT),
- Des sujétions liées à la présence de canalisations, conduites, câbles ou réseaux de toute nature à proximité du site de réalisation des travaux, ainsi qu'aux travaux nécessaires à leur déplacement ou transformation,

- Des contraintes qu'imposent les conditions d'hygiène et la limitation des nuisances aux riverains et aux occupants (circulation, bruit, vibrations, poussière notamment, etc.) et la protection des avoisinants et notamment de la mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction ou de compensation des impacts du chantier dans un site urbain et hospitalier ;
- De la nature des sols et des sous-sols rencontrés (consistance des terrains, présence de cavités éventuelles, etc.) y compris hydrologie ;
- Des frais liés aux diagnostics complémentaires que le titulaire juge nécessaire à l'accomplissement de sa mission ;
- Des frais d'installation de chantier et des consommations d'énergie et de fluides en phase chantier ;
- De la fourniture d'échantillons, de prototypes, de maquettes et de la réalisation des locaux témoins ;
- Des frais résultant des demandes et observations du contrôleur technique, du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé et des services concessionnaires ;
- Des frais nécessaires aux tests, essais et épreuves prévus par le présent CCAP ou par le programme
- Des frais résultant éventuellement des procédures ATEX et ATE, des procédures d'extension d'avis de chantier nécessaires
- Pour la mise en œuvre d'équipements particuliers, des frais résultant des contrôles acoustiques, thermiques et techniques, de la tenue au feu, des essais de vérification de bon fonctionnement des installations et d'établissement des P.V. correspondants ;
- Des frais induits par la préparation et le passage de la Commission de sécurité, d'accessibilité, et des différents services administratifs concernés jusqu'à l'obtention d'un avis favorable ;
- Les frais relatifs au nettoyage fin et la mise à blanc des locaux à qualifier,
- Des coûts résultant de l'élimination et de la valorisation des déchets issus du chantier,
- Des frais induits par la législation du travail concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs ;
- Des frais afférents à la mise en œuvre des recommandations du CSPS ou des administrations en charge de l'hygiène et de la sécurité du travail,
- Des frais de participation aux réunions du CISSCT, et à la mise en œuvre des décisions du CISSCT,
- Des frais d'indemnisation des dégâts occasionnés aux exploitations riveraines du fait des travaux,
- Des frais afférents à la confection de tous les documents à fournir,
- Des frais d'intervention sur site pendant la période de garantie,
- De l'exécution de toutes les études complémentaires (telles que Diagnostics complémentaires, ...) nécessaires à la réalisation des ouvrages et qui n'auront pas été jointes au dossier de consultation ;
- De l'information régulière au voisinage et les supports de communication associés ;
- Des intempéries et autres phénomènes naturels considérés comme normalement prévisibles, lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités limites précisées à l'article 7.6 du présent CCAP.
- Les prix sont également réputés comprendre l'ensemble des coûts relatifs à la mise en œuvre des mesures sanitaires de prévention du covid19.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le Maître d'Ouvrage.

Pour l'évaluation des frais de fonctionnement, il convient de prendre en considération les dispositions complémentaires suivantes :

- Nettoyage de chantier : Le groupement fera impérativement effectuer un nettoyage approfondi du chantier chaque mois. Dans le cas où cette disposition n'était pas respectée, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de faire effectuer ce nettoyage par une société extérieure aux frais et risques du groupement. Des nettoyages intermédiaires sont à réaliser également autant que nécessaire pour maintenir un chantier en parfait état de propreté. Cette disposition vaut jusqu'à prise de possession des locaux construits par le maître de l'ouvrage.
- Gestion des déchets : le groupement devra assurer le tri sélectif des déchets et gravats, leur évacuation et frais de décharge y compris location benne, entretien, remplacement, etc. Le responsable technique de la gestion des déchets transmettra au MOA la traçabilité des déchets au fil de l'eau de leur envoi en décharge.
- Protections des ouvrages exécutés : les groupements devront prévoir des protections mécaniques sur tous les ouvrages exécutés risquant d'être endommagés par les travaux, jusqu'à la réception ; et notamment des revêtements de sols dès qu'ils seront posés.
- Risques hygiéniques et biologiques : afin de lutter contre les poussières et les risques d'infection fongique (aspergillose), le titulaire devra :
 - La protection des installations et façades des parties de bâtiment maintenues exploitées en périphérie du chantier en fonction des vents dominants et de la nature des activités.
 - La protection physique et acoustique pour les façades exposées des bâtiments en périphérie du chantier
 - Le dévoiement ou la protection par titre particulière des entrées d'air des bâtiments périphériques
- Gardiennage : le groupement est responsable des matériaux présents sur le chantier, jusqu'à sa réception par le maître d'ouvrage. S'il le souhaite, un gardiennage pourra être organisé à ses frais dès le démarrage des travaux de second œuvre
- Base vie : Les dispositions associées à la base vie (salle de réunion, bureaux et armoires qui ferment à clé, avec borne WI-FI, téléphone – armoires à plans, fax, photocopieur/scanner, etc...), et le maintien en parfait état de propreté doivent être prévus jusqu'à prise de possession des locaux construits par le maître de l'ouvrage. Pour le cas particulier du nettoyage, en cas de non-respect de cette clause, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de faire nettoyer les locaux par une société extérieure, à la charge du groupement,

Dépenses d'investissement et d'entretien à titre non limitatif

Le prix du marché tient compte notamment :

- Des coûts de desserte du chantier par la voirie provisoire et l'amenée des fluides et énergie ainsi que l'évacuation des eaux quelles que soient leurs origines ;
- Des coûts et délais de réalisation des diagnostics éventuels et des sondages complémentaires nécessaires à l'établissement des documents d'études (Mise au point APS, APD et plans d'exécution) ;
- De l'ensemble des incidences financières (hors participations financières aux équipements publics) résultant des prescriptions émises lors de la délivrance des autorisations administratives (permis de construire ou déclaration préalable avis commission de sécurité, etc.) ;
- Du coût de l'affichage sur les terrains des permis de construire et/ou autorisations de construire et démolir respectifs et des frais de constatation par huissier de cet affichage ainsi que celui effectué en mairie ;
- Des frais d'implantation, de voirie ou d'occupation de tout domaine public ou privé hors de la parcelle mise à disposition du maître d'ouvrage pour réaliser les travaux ;
- Des frais de reproduction et diffusion des documents à la maîtrise d'ouvrage, ses assistants, contrôleur technique, coordonnateur SPS ;
- Des frais de remise en état des lieux à la fin des travaux et de nettoyage avant livraison ;

- Des frais relatifs à la nécessité éventuelle de travailler en dehors des heures normales pour respecter les délais contractuels (travail en plusieurs postes et/ou pendant les jours normalement non ouvrés) ;
- De la totalité des frais relatifs aux réparations des voiries publiques avoisinantes, par dérogation à l'article 34.1 du CCAG-Travaux ;
- Du piquetage général et du piquetage spécial définis dans le présent CCAP ;
- De l'exécution des voies d'accès provisoires et des branchements provisoires d'eau, d'égout, de téléphone et d'électricité, location et mise en service des compteurs nécessaires à la bonne marche du chantier ;
- De l'établissement des clôtures et panneaux de chantier et leur mise à jour, pendant toute la durée du chantier, pour l'ensemble des entreprises intervenant sur le chantier, en application du Code du travail ;
- De l'installation des dispositifs d'éclairage et de signalisation du chantier ;
- De la réalisation des installations communes d'hygiène, de sécurité et de protection de la santé sur le chantier : voies et réseaux divers, sanitaires, vestiaires, réfectoires, infirmerie, etc. ;
- De l'installation et de l'équipement des locaux de la cellule de synthèse, de l'OPC, de la maîtrise d'œuvre, une salle de réunion ;
- De la réalisation des réseaux provisoires intérieurs d'eau et d'électricité y compris leurs raccordements et d'évacuation des eaux pluviales reçues par le bâtiment ;
- Des frais de stockage des déblais, de leur enlèvement et leur transport à la décharge, y compris décharge spécialisée si nécessaire, ou autre lieu de stockage définitif ;
- Des frais d'installation et de fonctionnement de la cellule de synthèse, de réalisation d'études techniques propres aux entrepreneurs, de l'établissement des plans de fabrication et de mise en œuvre et de la gestion du plan d'assurance qualité ;
- Des frais d'établissement des plans de conformité, des notices d'entretien, d'utilisation et d'exploitation des installations, des DOE, ainsi que des frais de réunion des documents nécessaires à l'établissement du dossier des interventions ultérieures et du dossier d'identité SSI et du dossier d'exploitation et de maintenance ;
- Des frais d'établissement des relevés de dimensions et de positions des ouvrages exécutés ;
- Des frais liés aux photographies des ouvrages que le maître d'ouvrage est susceptible de demander ;
- Des frais entraînés par la formation du personnel à l'usage des installations techniques ;
- Des frais entraînés par la formation du personnel chargé par la personne publique de l'exploitation et de la maintenance des installations, en dehors des opérations de maintenance prévues au contrat ;
- Des contraintes d'accueil et d'information induites éventuellement par les visites du chantier organisées par la maîtrise d'ouvrage avec les personnes intéressées par l'opération, y compris reportage photographique ;

Le titulaire doit les matériels de levage et de manutention ainsi que les échafaudages qui sont nécessaires à l'exécution des travaux, ainsi que leur entretien.

En cas de vol ou perte ou dégradation de matériaux, matériels, outillages, ouvrages ou parties d'ouvrage, les frais résultant des remplacements et remises en état incombent à l'entrepreneur correspondant, sans que ces dépenses puissent donner lieu à une indemnisation quelconque de la part du maître de l'ouvrage ou à une prolongation de délais.

Le titulaire devra participer, avec l'accord exprès du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, aux frais d'installation des protections collectives du chantier.

Le titulaire devra, dans les mêmes conditions d'agrément, installer à ses frais les protections spécifiques (garde-corps, barrières, cloisons provisoires, planchers provisoires, bâches et toiles nécessaires, etc.), tant pour satisfaire au respect de la réglementation que pour protéger les ouvrages existants et les personnes, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des bâtiments, et ce, jusqu'à la livraison du bâtiment au maître de l'ouvrage.

Dépenses de consommation

Sont à la charge du titulaire les dépenses indiquées ci-après :

- Les frais d'entretien des locaux, de maintenance, de climatisation et de fonctionnement de la direction du chantier, du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT), de la cellule de synthèse, de l'OPC, etc., y compris consommables (papiers et cartouches pour télécopie, imprimantes, traceurs...) et communications téléphoniques, etc. ;
- Les frais d'exploitation des moyens de levage et manutention de chantier ;
- Les frais de préchauffage du chantier ;
- Les frais de remise en état des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, ainsi que les frais de réparation ou de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés, pendant toute la durée du chantier et pour quelque cause que ce soit ;
- Des frais occasionnés par l'obligation de laisser le chantier et son environnement immédiat, propres et libres de tous déchets jusqu'à la réception des travaux ;
- Des frais de nettoyage, de réparation ou de remise en état des installations salies ou détériorées, pendant toute la durée des travaux et pour quelque cause que ce soit ;
- Des frais nécessaires à l'ensemble des essais à réaliser en cours de conception, de réalisation et d'aménagement conformément aux spécifications du programme (technique et fonctionnel) et notamment du programme technique ;
- Des frais nécessaires aux essais et opérations préalables à la réception.

Ces dépenses d'investissement et de consommation, qui doivent assurer le fonctionnement normal et régulier du chantier et de ses installations sont non limitatives, le titulaire ne pourra se prévaloir d'omissions.

4.2 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs des coûts, sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

4.2.1 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du **mois de remise des offres finales**.

Ce mois est appelé "mois zéro" : M_0 .

4.2.2 Choix des index de référence

Les index de référence "I" choisis en raison de leurs structures pour la révision des prix des prestations sont les suivants :

- Phase Conception : l'indice "ingénierie" Ing.
- Phase Travaux : l'indice « BT50 »

4.2.3 Modalités de révision des prix

Le montant de chaque acompte est révisé par l'application de la formule suivante :

$$P = P_o * [0.15 + 0.85 \times (I_n / I_o)]$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé HT.

P_o = Prix initial du marché HT.

I_o = Valeur de l'indice du mois Mo d'établissement des prix.

I_n = valeur de l'indice du mois correspondant au mois d'exécution de la prestation (études ou travaux).

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois Mo défini au 4.2.1 du présent CCAP.

4.2.4 Révision provisoire

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant ou lors du règlement du solde. La dernière valeur de l'index à retenir est celle de la date de fin du délai contractuel ou celle du mois d'exécution, si celui-ci est antérieur.

4.2.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux T.V.A en vigueur lors des encaissements.

4.3 Modalités de paiement

4.3.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement et ses annexes indiquent ce qui doit être réglé respectivement au Mandataire et à chacun des membres du groupement et à leurs sous – traitants (sauf si le titulaire opte pour un paiement sur un compte unique).

4.3.2 Procédure de règlement des comptes en phase conception

Echéancier de paiement pendant la phase de conception

Le Titulaire remettra ses demandes d'acomptes dans la limite des conditions et clefs de paiement définies ci-dessous. Le paiement partiel définitif de chaque élément d'étude figurant dans la décomposition des prix de l'annexe 1 de l'acte d'engagement sera conditionné à la validation dudit élément par le Maître d'Ouvrage.

La mission **M1 APS** aura fait l'objet d'une rémunération dans les conditions de l'article 4.3.6 du présent CCAP.

La mission **M2 APD** (Avant-projet définitif) sera réglée comme suit :

- 75 % (soixante-quinze pour cent) à la remise du dossier APD définitif au maître d'ouvrage ;
- 25% (vingt-cinq pour cent) après réception du maître d'ouvrage prononcée sans réserve ou après levée des réserves émises sur le dossier APD définitif.

La mission **M3 AT** (Demandes d'autorisations administratives de travaux) sera réglée comme suit :

- 75 % (soixante-quinze pour cent) à la remise du dossier d'autorisation de la phase considérée ;
- 25% (vingt-cinq pour cent) à la réception de l'arrêté.

La mission **M4 PRO** (Etudes de projet) :

- 75 % (soixante-quinze pour cent) après remise du dossier PRO définitif au maître d'ouvrage ;
- 25% (vingt-cinq pour cent) après réception du maître d'ouvrage prononcée sans réserve ou après levée des réserves émises sur le dossier PRO définitif.

4.3.3 Procédure de règlement des comptes des missions complémentaires

4.3.4 Procédure de règlements des acomptes en phase réalisation

Les dispositions suivantes dérogent à l'article 12 du CCAG Travaux.

Echéancier de paiement pendant la phase de réalisation (missions M5 à M7)

- 90% du montant des travaux et des phases d'études restantes (plans d'exécution, synthèse, suivi des travaux, opérations de réception) au prorata de l'avancement de ceux-ci par application du détail des prix forfaitaires ;
- 8 % du montant total des travaux et des phases d'études restantes après décision de réception du maître d'ouvrage, étant dit qu'en cas de réception sous réserves, selon l'article 41.5 du CCAG, le montant des travaux et prestations non réalisés sera payé à la levée de la dernière réserve ;
- 2% du montant total des travaux et des phases d'études restantes après remise des DOE complets et validation par la DirNum.

Echéancier de paiement pendant la phase de réception et de garantie de parfait achèvement pour la mission d'Assistance aux Opérations de Réception (mission M8)

- 25% (vingt-cinq pour cent) du montant total de la mission AOR après décision de réception du maître d'ouvrage ;
- 40% (quarante pour cent) du montant total de la mission AOR après acceptation des Dossiers des Ouvrages Exécutés par le maître d'ouvrage ;
- 10% (dix pour cent) du montant total de la mission AOR après la levée de la dernière réserve (ou de la décision de réception sans réserve)
- 25% (vingt-cinq pour cent) du montant total de la mission AOR à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Règlement des ouvrages ou des travaux modificatifs non prévus

Les travaux en supplément et ceux en déduction au forfait dont la réalisation ou la modification est décidée par ordre de service seront réglés dans les conditions prévues aux articles 13, 14 et 15 du CCAG-Travaux et du présent article du CCAP. Le titulaire est tenu de produire, sous 15 (quinze) jours calendaires et sans incidence financière, les devis, justifications et/ou prévisions de prix qui lui seront demandés par la personne publique ou son représentant.

La proposition de prix du titulaire, devra être assortie des décompositions ou sous-détails correspondants, de l'incidence sur les délais, pour permettre de déterminer la rémunération des ouvrages prévus.

Dans le cas où le titulaire ne fournirait pas de proposition de prix dans le délai imparti, ou en cas de divergence sur ces prix, ou en cas d'urgence dans la réalisation des travaux, le maître de l'ouvrage lui notifiera un ordre de service de travaux modificatifs ou supplémentaires avec un prix provisoire établi par ses soins.

En complément de l'article 14 du CCAG-Travaux, lorsque les prestations exécutées atteignent le montant contractuel du marché, le maître de l'ouvrage peut notifier par ordre

de service sa décision d'en poursuivre l'exécution jusqu'à un nouveau montant indiqué dans la décision.

Si le titulaire n'a pas reçu cette décision dans le délai de dix jours avant la fin du mois au cours duquel le montant des prestations exécutées atteindra la masse contractuelle du marché, et s'il n'a pas non plus reçu, dans le même délai, l'ordre d'arrêter les travaux mentionnés à l'article 14.4.2 du CCAG-Travaux, le titulaire poursuit les prestations, dans la limite des plafonds fixés à l'article 14.3 du CCAG-Travaux. Lorsque les prestations exécutées atteignent ces plafonds, le titulaire en arrête l'exécution. Les prestations qui sont exécutées au-delà des plafonds ne sont alors pas payées.

Demandes de paiement mensuelles et projet de décompte

Conformément à l'Echéancier Technico Financier établi par le Concepteur/Réalisateur, le Titulaire remet ses demandes de paiement mensuelles au Maître d'Ouvrage sous la forme d'un projet de décompte.

Chaque projet de décompte établit le montant total des sommes auxquelles le Concepteur/Réalisateur peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis son début.

Dans ce cadre, la détermination des sommes demandées est établie, par type de mission, sur la base :

- Du constat objectif de la réalisation d'une « Tâche d'exécution », qui correspond à un montant associé dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire,
- D'un pourcentage d'exécution sur une « Tâche d'exécution », qui correspond à une fraction d'un montant associée à ladite « Tâche d'exécution » dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire.

Mensuellement, le Concepteur/Réalisateur adresse au Maître d'Ouvrage, par tout moyen permettant d'arrêter date certaine, sa demande de paiement, laquelle comprend :

- Un projet de décompte ;
- Les pièces écrites justifiant la survenue de chaque Tâche d'exécution (travaux réalisés, études réalisées...), le calcul des révisions de prix, les copies des demandes de paiement des sous-traitants acceptées par le Concepteur/Réalisateur,
- Un rapport mensuel d'avancement comprenant notamment le planning directeur et le planning détaillé
- Un tableau faisant apparaître l'avancement en pourcentage de chaque Tâche d'exécution, ainsi que le montant correspondant en euros cumulés pour le mois concerné,

En cas de paiement sur comptes séparés, la demande de paiement est présentée par le mandataire pour l'ensemble du groupement. Dans ce cadre, le projet de décompte contient obligatoirement un récapitulatif de l'ensemble des montants demandés pour chaque cotraitant.

Le Maître d'Ouvrage vérifie que :

- Les prestations ont bien été exécutées, conformément aux dispositions du présent marché,
- Le montant de la demande de paiement formulée par le Concepteur/Réalisateur est bien conforme au montant prévu dans l'Echéancier Technico-Financier,
- Les fiches de non-conformité ont bien été fermées.

Suite à cette vérification, le Maître d'Ouvrage accepte ou rectifie le projet de décompte mensuel établi par le Concepteur/Réalisateur, étant entendu que les acomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

Paiement des acomptes mensuels

A partir du décompte mensuel, le maître d'ouvrage détermine le montant de l'acompte mensuel à régler au Concepteur/Réalisateur.

Il dresse à cet effet un état d'acompte mensuel faisant ressortir :

- a) Le montant de l'acompte mensuel établi à partir des prix initiaux du marché, ce montant résultant de la différence entre le montant du décompte mensuel dont il s'agit et celui du décompte mensuel précédent,
- b) Le montant de la TVA,
- c) Le montant des pénalités, le cas échéant,
- d) L'effet de la révision des prix,
- e) Le cas échéant, le montant de l'avance à attribuer au Concepteur/Réalisateur,
- f) Le cas échéant, le montant de l'avance à rembourser par le Concepteur/Réalisateur,
- g) Le montant de la retenue de garantie.

Le montant de l'acompte mensuel total à régler au Concepteur/Réalisateur est la somme des postes a et b ci-dessus, augmentée, le cas échéant, du montant des postes d et e et diminuée, le cas échéant, de la somme des montants des postes c, f et g.

Le Maître d'Ouvrage notifie par courriel avec accusé de réception au Concepteur/Réalisateur l'état d'acompte mensuel et procède au règlement des sommes qu'il admet dans les trente jours courant à compter de la réception du projet de décompte mensuel.

En cas de contestation sur le montant de l'acompte, le Maître d'Ouvrage règle uniquement les sommes qu'il admet. Après règlement du différend, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément.

4.3.5 Procédure de règlement du solde

Les dispositions suivantes dérogent à l'article 12 du CCAG Travaux.

Demande de paiement finale et décompte final

Dans les quarante-cinq (45) jours suivant la date du prononcé de la réception finale, ou de la date de levée des réserves constituant des travaux ou prestations non réalisés, si la réception a été prononcée *sous réserves*, le Concepteur/Réalisateur établit un projet de Décompte Final.

Ce projet de décompte final est la demande de paiement finale du Concepteur/Réalisateur, établissant le montant total des sommes auquel ce dernier prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Ce projet de Décompte Final comporte les mêmes pièces justificatives que celles requises pour le règlement des acomptes et doit en outre être accompagné des quitus de tous les sous-traitants ou à défaut, un acte modificatif de sous-traitance signé par le ou les sous-traitants ne pouvant produire un quitus.

Dans le projet de décompte final, le titulaire doit récapituler les réserves qu'il a émises et qui n'ont pas été levées, sous peine de les voir abandonnées.

En cas de retard dans la transmission du projet de décompte final par le Concepteur/Réalisateur, et après mise en demeure restée sans effet, le Maître d'Ouvrage établit d'office le décompte final aux frais du Concepteur/Réalisateur. Ce décompte final est alors notifié au Concepteur/Réalisateur avec le décompte général tel que défini ci-après.

Décompte général - solde

Après avoir vérifié, accepté et/ou rectifié le projet de Décompte Final qui devient alors le décompte final, le Maître d'ouvrage définit l'état du solde à partir du décompte final, et récapitule les acomptes mensuels et le solde. Cet ensemble de document constitue le décompte général qui sera signé par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le Maître d'Ouvrage notifie le décompte général au Concepteur/Réalisateur avant la plus tardive des deux dates mentionnées ci-après :

- Quarante jours après la date de remise au Maître d'Ouvrage du projet de décompte final par le Concepteur/Réalisateur,
- Douze jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde pour les prix révisables.

Dans un délai de quarante-cinq jours compté à partir de la notification du décompte général, le Concepteur/Réalisateur renvoie au Maître d'Ouvrage le décompte général revêtu de sa signature, sans ou avec réserves, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve par le Concepteur/Réalisateur, le décompte général devient le décompte général et définitif du marché, lie définitivement les parties et ouvre droit à paiement du solde dans un délai de paiement de 30 jours.

En cas de réserves partielles de la part du Concepteur/Réalisateur, ce dernier est lié par son acceptation implicite des éléments du décompte général sur lesquels ses réserves ne portent pas. Le Décompte général ne devient définitif qu'une fois que toutes les réclamations ont été traitées.

Lorsque le montant des sommes dues est contesté par le Concepteur/Réalisateur, le Maître d'Ouvrage règle, dans un délai de paiement de trente jours à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti des réserves émises par le Concepteur/Réalisateur ou de la date de réception des motifs pour lesquels le Concepteur/Réalisateur refuse de signer, les sommes admises dans le décompte final.

Après résolution du différend conformément à la procédure prévue à l'article 20 du présent CCAP, Le Maître d'Ouvrage procède, le cas échéant et s'il y a lieu, au paiement d'un complément.

Enfin dans le cas où le Concepteur/Réalisateur n'a pas renvoyé le décompte général signé au Maître d'Ouvrage dans le délai de quarante-cinq jours, ou encore, dans le cas où bien que l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas formalisé de lettre en réclamation préalablement à son mémoire, n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les

motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations, ce décompte général est réputé être accepté par lui et devient alors le décompte général et définitif du marché.

4.3.6 Indemnité

La présente disposition déroge à l'article 19.4.4 du CCAG-Travaux.

L'indemnité est incluse dans le premier acompte.

L'attention du Titulaire est attirée sur le fait que cette indemnité qui fait partie de la rémunération du Concepteur/Réalisateur sera versée au mandataire du groupement qui aura la charge de répartir le montant entre les membres du groupement.

4.4 Paiement des sous-traitants

Le paiement des sous-traitants se fait dans les conditions prévues par les articles L2193-10 et suivants et R2193-10 et suivants du code de la commande publique.

4.5 Avance

Cas pour un marché simple à prix forfaitaire ou un marché à tranche

Conformément aux dispositions des articles R2191-3, R2191-5 et R2191-6 à R2191-10 du Code de la Commande Publique, et sauf refus du titulaire dans l'acte d'engagement et en l'absence de mesures conjoncturelles contraires, une avance est versée au titulaire.

Pourcentage de l'avance versée au titulaire du présent marché (article 10.1 du CCAG option B) :

- 5% si le titulaire n'est pas une PME.
- 20% si le titulaire est une PME.

Conditions de versement de l'avance :

Dans le cas **d'un marché simple à prix forfaitaire ou d'un marché à tranche**, une avance est versée au titulaire lorsque le montant initial du marché (ou de la tranche affermie) **est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.**

Modalités de remboursement de l'avance : se reporter à l'article R2191-11 du Code de la Commande Publique.

*REMARQUE : S'agissant **d'un marché à tranche** les dispositions des articles R2191-13 à R2191-14 du Code de la Commande Publique s'applique également*

4.6 Modalités de facturation

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation de facture. La **facture doit obligatoirement être libellée au nom du pouvoir adjudicateur (Aix-Marseille Université)** et **comporter les mentions obligatoires indiquées aux dispositions de l'article D2192-2 du code de la commande publique.**

Outre les mentions légales, la facture portera IMPERATIVEMENT les mentions suivantes :

- La date d'émission et numéro de la facture.
- La désignation du destinataire de la facture :

Aix-Marseille Université
Agence Comptable
Service Facturier - 01BATIMENT
3, place Victor Hugo
13331 Marseille cedex 3

- Nom complet et adresse de l'émetteur de la facture.
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture.
- Le numéro du compte bancaire ou postal, tel que précisé sur l'AE.
- Les prestations facturées (soit pour chacune des prestations rendues, la dénomination précise, selon le cas les prix unitaires et les quantités ou bien les prix forfaitaires).
- Date à laquelle est effectuée la livraison de biens ou la prestation de service (ou les travaux).
- Le cas échéant, référence d'inscription au répertoire du commerce ou au répertoire des métiers.
- Le cas échéant, numéro de SIREN ou de SIRET de l'émetteur de la facture
- Le numéro SIRET d'Aix-Marseille Université : 130 015 332 00013
- Le cas échéant, numéro d'identification TVA de l'assujetti ayant effectué la livraison du bien ou la prestation de service (ou travaux).
- Taux de TVA appliqué, montant de la taxe à payer et par taux d'imposition, le total HT et la taxe correspondante mentionnés distinctement sauf si régime particulier ; le total TTC (montant en €).
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

*En cas de régime particulier, (exonération, auto liquidation ou application de la marge bénéficiaire), la référence à la disposition pertinente de la réglementation EPN sur le territoire duquel est réalisée l'opération ou à la disposition correspondante de la sixième directive TVA. Dans ce cas, les factures sont établies par le prestataire en HT. **Mentions particulières selon le cas :***

- En cas de franchise de base : « TVA non applicable, article 293B du code général des impôts »
- En cas d'autoliquidation : « TVA due par la client » + référence à l'article 283 du CGI ou à l'article 21-Ia de la 6e directive TVA

- La facture doit également mentionner obligatoirement un **numéro d'engagement juridique** (ou « **numéro de bon de commande SIFAC** » commençant par 45xxxxxx), point d'entrée indispensable de notre système d'information financier et comptable. La référence de commande est une information essentielle, en l'absence de laquelle, le service facturier qui doit traiter votre facture, se trouve dans l'impossibilité d'identifier le responsable de la commande et la ligne budgétaire qui supportera la dépense.
- La référence de bon de commande doit **figurer sur la facture ET être saisie dans le champ « Références / n° d'engagement »** sur le portail CHORUS PRO.

Si une facture ne contient pas ces mentions et indications, elle pourra faire l'objet d'un rejet.

4.6.3 Modalités de dépôt des factures

Conformément aux dispositions du code de la commande publique (articles L2192-1 à L2192-4 et R2192-3), le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat CHORUS PRO.

Les factures sont déposées directement à destination du pôle facturier de l'agence comptable de l'université sur le portail de dématérialisation des factures **CHORUS PRO** : <https://chorus-pro.gouv.fr>

- **Les factures envoyées par mail ou par ticket, ou transitant via d'autres services que le pôle facturier seront systématiquement rejetées avec pour motif le dépôt obligatoire sur le portail CHORUS PRO.**

4.6.4 Suivi des factures

Le suivi de l'évolution du statut de votre facture depuis la plateforme CHORUS PRO s'effectue en cliquant sur l'icône « Suivi de traitement » dans l'onglet « Consultation de facture ».

Pour toute requête, le titulaire formulera sa demande en créant **un ticket sur le site de l'université**, en précisant le numéro de bon de commande, la date et le numéro de votre ou de vos facture(s), le ou les montant(s) (vous devrez créer un compte avec une adresse électronique) :
<https://ent.univ-amu.fr/esup-helpdesk/stylesheets/welcome.faces>

Les requêtes formulées par courriel, courriers ou appels téléphoniques ne pourront pas être traitées.

4.6.5 Documentation sur le processus de facturation d'AMU

Des documents d'information sont disponibles sur le site de l'agence comptable d'AMU :
<https://www.univ-amu.fr/fr/public/espace-fournisseurs>
<https://www.univ-amu.fr/fr/public/tuile-assistance>
<https://www.univ-amu.fr/fr/public/fournisseurs-marches-de-travaux>
<https://www.univ-amu.fr/fr/public/assistance-deposer-une-facture-de-marche-de-travaux>

Et notamment le mode opératoire pour créer une requête auprès du service facturier :
<https://www.univ-amu.fr/fr/public/creer-une-requete-aupres-du-service-facturier>

4.7 Délai global de paiement

Le mode de règlement est le virement administratif.

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées (après « service fait »), conformément aux dispositions des articles R2192-10 à R2192-11.

Le délai global de paiement sur lequel s'engage le pouvoir adjudicateur est de trente (30) jours francs.

Le délai court à compter de la réception de la facture, si la livraison/prestation a été effectuée et acceptée avant cette date. Si la prestation intervient après réception de la facture, le délai de paiement court à compter de la date de constatation de l'exécution des prestations.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- Des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de **quarante (40) euros**.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions décrites au décret cité ci-dessus, si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Modalité de financement : Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées notamment sur fonds CPER.

4.8 Variation dans le montant des travaux

La présente disposition déroge aux articles 14.5 et 14.6 du CCAG Travaux qui ne sont pas applicables au présent marché.

Conformément à l'article 14.2.1 du CCAG Travaux, le Concepteur/Réalisateur est tenu de mener à son terme la réalisation des ouvrages faisant l'objet du marché, quelle que soit

l'importance de l'augmentation du montant des travaux, par rapport au montant contractuel.

Article 5 – RETENUE DE GARANTIE – CESSION DE CREANCE

5.1 Garantie financière

Une retenue de garantie égale à 5% du montant du marché, augmenté, le cas échéant, du montant de ses avenants, est exigée.

Lorsque le titulaire du marché public est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'[article R. 2151-13](#) du code de la commande publique, ce taux ne peut être supérieur à 3 %.

Cette retenue de garantie est appliquée sur chaque acompte versé par le Maître d'Ouvrage au Concepteur/Réalisateur en phase réalisation. Cette retenue ne sera pas appliquée sur les acomptes relatifs à la phase Etudes.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du Concepteur/Réalisateur par une garantie à première demande, avant la première demande d'acompte, **mais ne peut pas être remplacée par une caution solidaire et personnelle.**

Les originaux des garanties à première demande doivent être envoyés à l'adresse suivante :

**Aix-Marseille Université
Direction de la commande publique
Pôle des marchés publics
58, bd Charles Livon
13284 Marseille Cedex 07**

Cette garantie doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le Concepteur/Réalisateur remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ne serait pas constituée, ou complétée, avant la première demande d'acompte, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le Concepteur/Réalisateur garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie, étant entendu que cette garantie à première demande doit être constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Dans ce cas, les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au Concepteur/Réalisateur après constitution de la garantie de substitution. La retenue de garantie est remboursée un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement mentionné au présent CCAP.

5.2 Cession de créance et nantissement

Afin de permettre au titulaire de céder ou nantir sa créance relative au présent marché, le pouvoir adjudicateur, sur demande expresse du titulaire, lui remet les documents suivants selon les modalités du code de la commande publique :

- Soit une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée par lui indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ;
- Soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

Le titulaire doit effectuer sa demande par courrier électronique à l'adresse suivante :

nathalie.agius@univ-amu.fr

Article 6 - ORDRES DE SERVICE

Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG-Travaux, les ordres de service sont notifiés par la maîtrise d'ouvrage.

Tous travaux, études ou prestations exécutés sans ordre de service signé du Représentant du Pouvoir Adjudicateur ou de l'équipe de maîtrise d'ouvrage seront considérés comme dus au titre du marché forfaitaire et ne donneront lieu à aucune rémunération supplémentaire.

Article 7 – DELAIS D'EXECUTION

7.1 Délai global

L'ensemble des prestations objet du présent marché doit être réalisé dans un délai global d'exécution de **vingt (20)** mois, hors année de parfait achèvement, à compter de la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage des études au Concepteur/Réalisateur, étant entendu que la notification du présent marché ne vaut pas ordre de service de démarrage des études.

Le Concepteur/Réalisateur doit achever l'ensemble des prestations objet du présent marché dans le cadre du délai global d'exécution précité.

Le délai global d'exécution comprend les délais nécessaires à la conception, à la réalisation des travaux, à la réalisation des essais, le repliement des installations de chantier.

Le délai comprend bien les délais de validation/réception des prestations par la MOA.

7.2 Délais partiels

Les délais d'exécution des phases d'études et des travaux seront déterminés à l'issue de la phase de consultation, selon le calendrier prévisionnel d'exécution à remettre par le titulaire.

Toutefois à titre indicatif :

Phases et Missions	Délai d'exécution (semaines/mois)	Point de départ de l'exécution de la phase/mission
Phase Conception		
Mission M2 APD	4 semaines (Hors période de vérification et validation AMU)	A compter de la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage des études après notification du marché
Mission M3 AT	2 semaines (Hors période de vérification et validation AMU)	A compter de la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage des études après notification du marché
Mission M4 PRO	4 semaines (Hors période de vérification et validation AMU)	A compter de la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage des études PRO
Phase Travaux		
Mission M7 TRX	10 mois maximum (Y compris période de préparation d'un mois)	A compter de la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage de la période de préparation et des travaux

Ils seront complétés par des jalons principaux à définir dans le cadre du planning prévisionnel à remettre par le groupement, et notamment :

- Les mises à disposition progressives des zones dans le phasage prévisionnel.

7.3 Jalons documentaires

Les jalons documentaires s'entendent comme les dates au plus tard desquelles les livrables documentaires devront être produits au Maître d'Ouvrage, dans une version :

- Conforme aux exigences contractuelles, aux règles de l'art et au niveau de qualité attendu,
- Complète, finalisée et mise à jour,
- Claire, concise et précise,
- Intelligible et compréhensive, dénuée d'ambiguïtés et de difficultés d'interprétation.

Bien que prescrivant des délais impératifs à respecter par le Concepteur/Réalisateur, les jalons se différencient des délais partiels dans la mesure où aucune réception partielle ne leur est associée.

Les jalons documentaires à respecter sont précisés dans le tableau ci-dessous. Les jalons s'entendent comme des dates limites à ne pas dépasser pour la réalisation des prestations auxquelles ils se rapportent.

Il est précisé que :

- OS correspond à la date de l'ordre de service de démarrage des études,

Intitulé du jalon	Date limite du jalon	Définition du Jalon
Jalons sur les livrables d'études (JE)		
JE1	1 mois à compter de la notification de l'OS de démarrage des études	Calendrier détaillé d'exécution Calendrier complet des décisions et des dates principales indiquant l'ensemble des délais et des dates auxquelles le Maître d'Ouvrage et les intervenants doivent prendre des décisions

		(choix, validation conformément aux dispositions du présent CCAP etc.)
Jalons sur les livrables de documentation de projet (JD)		
JD1	1 mois au plus tard avant la date de commencement des travaux donnée par OS	Plan Particulier pour la sécurité et la protection de la Santé (PPSPS)
JD2	3 semaines au plus tard 1 semaine au plus tard avant la date de début de l'intervention sur chantier d'un sous-traitant	Demande de sous-traitance formalisée selon le cadre prévu Visite préalable du chantier avec le CSPS
JD3	14 jours à compter de la notification de l'OS travaux	Pour chaque entreprise intervenant sur le chantier : <ul style="list-style-type: none"> - Attestation d'assurances (RC + RCD) - Liste prévisionnelle des sous-traitants éventuels et des tâches sous-traitées - Plan d'assurance qualité
JD4	30 jours à compter de la notification de l'OS travaux	Documents préalables aux études d'exécution et de synthèse <ul style="list-style-type: none"> - Liste prévisionnelle de ses documents (plans, notes, etc...) avec échéancier d'émission, - Liste prévisionnelle des échantillons et prototypes, - Demande au Maître d'Ouvrage d'utilisation de matériaux traditionnels autres que ceux prescrits aux CCTP / Devis descriptifs, - Demande au Maître d'Ouvrage d'autorisation d'emploi de procédés de construction nouveaux ou non traditionnels s'ils ne sont pas prévus par les CCTP / Devis descriptifs, et justification de demande d'ATEX en ce qui concerne ces matériaux ou procédés de construction nouveaux dépôt du dossier de demande d'ATEX, - Éléments nécessaires à l'établissement du calendrier d'exécution des travaux, notamment la liste détaillée des activités élémentaires, ainsi que la durée et l'effectif prévus pour l'exécution de chacune d'elles, - Confirmation des dimensionnements portés aux plans contractuels pour les sections de passages et les locaux techniques, - S'il y a lieu, réservations permettant le coulage des premiers ouvrages en béton,

		<ul style="list-style-type: none"> - Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux des six premiers mois du chantier, - Calendrier des décisions et des dates principales des six premiers mois du chantier indiquant l'ensemble des délais et des dates auxquelles le Maître d'Ouvrage et les intervenants doivent prendre des décisions (choix, validation etc.), - Echancier prévisionnel des situations sur les 6 premiers mois
JD5	1 mois à compter de la notification de l'OS travaux	Etudes d'exécution et de Synthèse Présentation des échantillons et liste du matériel
JD6	Date d'achèvement des travaux retenue par le MOA	Dossier des Ouvrages Exécutés complet
JD7	Réception des travaux prononcée par le MOA + 1 mois	Dossier des Ouvrages Exécutés définitifs, prenant en compte les observations
JD8	Date d'achèvement des travaux retenue par le MOA	Tout document nécessaire à la constitution du Dossier d'Intervention Ulérieure sur les ouvrages

7.4 Calendrier détaillé de la réalisation des ouvrages

7.4.1 Définition du calendrier détaillé

Par dérogation à l'article 28.2.1 du CCAG-Travaux, dès l'émission de l'ordre de service de démarrage de la phase conception, le Titulaire devra élaborer dans un délai de 20 jours, un calendrier détaillé des études de conception comprenant notamment les éléments suivants :

- Le calendrier détaillé des études de conception, y compris les dates relatives au phasage travaux, ainsi que les échéances de remise des documents d'exécution,
- Les dates et les délais d'approvisionnements, de fabrication en atelier et en usine,
- Les dates de production des notices techniques et procès-verbaux d'agrément,
- La date de dépôt et d'obtention des procédures d'instruction (PC ou DP)

Ce calendrier sera soumis à l'acceptation de l'équipe de maîtrise d'ouvrage. Cette acceptation sera matérialisée par un courriel avec accusé de réception qui sera notifiée au titulaire.

Ce dernier élément sera remis à jour mensuellement en phase chantier.

Ces stipulations ne comprennent pas le délai d'établissement des documents fournis après exécution ; ceux-ci font l'objet de l'Article 16 du présent C.C.A.P.

Dans un second temps et à l'occasion de l'ordre de service de démarrage des travaux, le titulaire devra, dans un délai de 20 jours, élaborer une proposition de calendrier détaillé d'exécution de réalisation.

Cette proposition de calendrier détaillé reprendra les engagements du titulaire tels que précisés sur le calendrier prévisionnel d'exécution établi par le titulaire, remis lors de la consultation et sera complétée, le cas échéant, des éléments relatifs à la mise au point du marché et en cohérence avec le planning détaillé élaboré en phase conception. Cette proposition fera apparaître à minima :

- Les tâches caractéristiques dont se compose chaque corps d'état, ainsi que les dates de début et de fin de travaux de chaque corps d'état (y compris équipements spécifiques), les enchaînements des tâches et le chemin critique de l'opération.
- Les tâches caractéristiques de chaque intervenant réel sur le chantier, ainsi que les dates de début et de fin de travaux de chacun d'eux ;
- Les enchaînements de l'ensemble des tâches avec les marges de recouvrement tolérées, ainsi que le rattachement graphique entre l'achèvement d'une tâche et le démarrage de la (des) suivante(s) qu'elle conditionne (diagramme de Gantt)
- Le ou les chemins critiques de l'opération, avec l'indication des dates de début et de fin de tâches
- Les essais en cours d'exécution et les opérations préalables à la réception,
- Les dates de début et de fin de travaux des ouvrages de raccordement aux différents réseaux de concessionnaires (électricité, eau, télécommunications, etc.) ou d'autres travaux ou prestations à la charge d'autres prestataires et conditionnant la bonne réalisation de l'ouvrage,
- Le calendrier détaillé de réalisation des opérations de qualifications,
- Les éventuelles dates de dépôt des demandes d'ATEX et ATE,
- Les dates prévisionnelles de demandes d'agrément des sous-traitants,
- Le titulaire demandera obligatoirement aux concessionnaires et à l'AMU l'autorisation pour intervenir sur des réseaux publics ou sur des réseaux existants pour la durée des travaux en fonction du planning.
- Une attestation de mise hors tension sera remise à l'entreprise conformément aux dispositions du code du travail. (R.4534-111 à R.4534-116)
- Tous les réseaux restant en service dans l'emprise du chantier seront repérés par le titulaire et validés par le CSPS qui le consignera dans son registre de sécurité.
- Les dates de début et de fin de toute tâche complémentaire non listée ci-dessus, telle qu'elle résulte de la mise au point des programme et calendrier des travaux pendant la période de préparation du chantier.
- La date des OPR et essais

Le calendrier d'exécution est accompagné des données suivantes collectées auprès du groupement pour chaque phase :

- La cadence d'exécution ;
- Les moyens en personnel (en homme x jour) et matériels prévus ;
- Les contraintes particulières de préfabrication ou d'approvisionnement ;
- Les contraintes particulières telles que nécessité de hors d'eau, hors d'air, raccordements préalables divers notamment aux réseaux gérés par les concessionnaires, etc.

Le calendrier devra être mis à jour et présenté à l'ATMO et le MOA mensuellement lors des réunions mensuelles entre maîtrise d'ouvrage (MOA), assistant technique à maîtrise d'ouvrage (ATMO), Coordonnateur chargé de la sécurité et de la protection de la santé (CSPS), bureau contrôle technique (BCT), concepteur-réalisateur (CR).

Après approbation par le maître d'ouvrage, ce calendrier détaillé d'exécution se substituera au calendrier prévisionnel mentionné à l'article 2.1 du présent CCAP. Il sera notifié par ordre de service au titulaire et aura un caractère contractuel.

Au cours du déroulement de l'opération et à la demande du titulaire, le calendrier détaillé d'exécution pourra être modifié. Néanmoins, les modifications du calendrier ne pourront entraîner une prolongation du délai d'exécution prévu dans l'acte d'engagement.

Le calendrier détaillé d'exécution, éventuellement modifié dans les conditions ci-dessus, servira notamment à déterminer les éventuels retards dans l'exécution des travaux. A cet effet, l'OPC, devra tenir un registre journal de l'exécution des tâches décrites dans le calendrier détaillé d'exécution, faire un rapport d'exécution à chaque réunion de chantier, indiquer à la maîtrise d'ouvrage les éventuels retards qu'il aura constatés. Il devra

également tenir à jour mensuellement le calendrier prévisionnel d'intervention des sous-traitants et l'échéancier des paiements.

7.4.2 Délais d'acceptation par le maître d'ouvrage

Le calendrier détaillé devra prendre en compte les délais d'acceptation contractuel des divers plans et documents par le maître d'ouvrage suivants ; ils s'entendent à compter de la remise des livrables par le groupement :

- Approbation de la demande de PC/DP : 1 semaines,
- Approbation du dossier APD : 2 semaines,
- Approbation du dossier PRO : 2 semaines,
- Approbation des documents d'exécution (plans, notes de calcul) par le contrôleur technique : 2 semaines,
- Approbation des échantillons et documents techniques : 2 semaines,
- Approbation des modifications en cours de chantier par le maître d'ouvrage : 2 semaines.

7.5 Date de commencement des travaux

Le démarrage de chaque élément de mission est soumis à la délivrance d'un Ordre de Service par le Représentant de la maîtrise d'ouvrage.

Pour que les travaux puissent commencer, les études détaillées, les descriptifs, les notes de calcul et les plans détaillés s'y rapportant devront avoir été transmis au Maître d'Ouvrage après avoir reçu l'avis favorable du bureau de contrôle technique.

La mise au point du marché vaut validation de l'APS et sera joint à la notification du marché.

Seront précédées d'un OS de démarrage la phase de préparation de chantier, et dans un second OS la phase de démarrage de travaux, selon les délais d'approbation du MOA, qui sont précisés à l'acte d'engagement.

7.6 Intempéries

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à **15 jours calendaires**.

Le délai d'exécution des travaux sera prolongé au-delà de 30 jours d'intempéries d'un nombre de jour égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels mentionnés ci-dessous dépassera son intensité limite et entraînera un arrêt de travail sur le chantier (la station référence étant Marseille – Nécropole des Vaudrans).

La prolongation en jours calendaires du délai d'exécution dans le cas d'intempéries, est égale au nombre de jours ouvrables constatés au-delà des jours d'intempéries décrits ci-dessus ce qui signifie que les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés compris dans la période d'intempéries ne sont pas ajoutés pour le calcul de la prolongation du délai d'exécution.

Il est entendu que :

- La constatation des intempéries relatives au lieu d'exécution des travaux sera faite sur la base des relevés Météo France à la station la plus proche. Pour la formalisation de cette information, le titulaire s'adressera à cette station Météo France.
- L'impact des intempéries sur chacune de ces prestations devra être justifié au cas par cas, notamment par entrave à l'exécution des travaux.

Nature du phénomène	Intensité limite et durée
Précipitations	Supérieure à 20 mm en continue entre 7h et 18h pour les travaux extérieurs et de bâtiment avant mise hors d'eau
Neige	Chute pendant plus de 4 heures ou tapis de plus de 5 cm d'épaisseur à 7h
Vitesse du vent	Plus de 60 km/h en continu entre 7h et 18h pour les travaux en élévation ou nécessitant des moyens de levage
Gel	En dessous de -5° relevée à 10h, sur 15 jours consécutifs
Brouillard	Visibilité insuffisante du grutier (hauteur de la grue)

Le constat de l'arrêt de travail du fait des intempéries est effectué par l'équipe de maîtrise d'ouvrage qui, le cas échéant, délivrera l'OS de prolongation de délai.

Les phénomènes de température élevée et d'hygrométrie ne sont pas pris en compte. Elles cessent d'être prises en compte pour les travaux à réaliser à l'intérieur des locaux mis hors d'eau et hors d'air (date identifiée sur la base d'un constat contradictoire ou à défaut suivant jalon du calendrier détaillé).

Toutefois, les entrepreneurs s'engagent à rechercher et à mettre en œuvre avec l'ATMO, les solutions permettant de réduire les prolongations de délai pour intempéries.

Les phénomènes d'intempéries ne sauraient, en aucune circonstance, modifier le caractère forfaitaire des prix figurant à l'acte d'engagement. Les événements de force majeure sont ceux provoqués par les faits naturels dans le cadre de l'article L731-2 du code du travail.

En dérogation à l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, les samedis et les dimanches ne sont pas pris en compte dans le calcul et le nombre de jours de prolongation de délai est multiplié par 7/5 soit 1,4.

Quelle qu'en soit l'origine, le titulaire doit justifier les intempéries réellement constatées par tout moyen légal à leur disposition et les faire valider par le Maître d'Ouvrage ou son représentant au plus tard lors de la réunion de chantier suivante.

La prolongation du délai d'exécution des travaux pour intempéries ou pour prolongation des délais d'attribution des autorisations administratives ne donne lieu à aucune indemnité. Les arrêts de chantier motivés par des conditions de sécurité, d'ordre ou de propreté sur le chantier et à ses abords, jugés insuffisantes par les organismes compétents en la matière ou par le CSPS ou par le maître de l'ouvrage ne peuvent donner lieu à aucune prolongation de délai ni indemnité. Il en est de même de tous ceux résultant d'une non-conformité réglementaire constatée par le contrôleur technique.

Si des intempéries non visées par une disposition réglementaire ou d'avis de phénomène naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le pouvoir adjudicateur pourra prononcer l'arrêt momentané des travaux par une décision d'ajournement ou les autoriser sur demande du titulaire ; le délai d'exécution en sera prolongé d'autant.

7.7 Prolongation des délais

En dehors des cas prévus à l'article 7.6 ci-dessus et à l'article 18.2.2 du CCAG-Travaux, la prolongation du délai d'exécution du marché de conception – réalisation ne peut résulter que d'une modification du contrat signée des parties et matérialisée sous la forme d'un avenant au contrat.

Article 8 - PENALITES

Le présent article déroge à l'article 19.2 du CCAG-Travaux.

8.1 Modalités d'application

Les pénalités ont pour objet de sanctionner soit le retard pris par le titulaire dans l'exécution du présent marché et de réparer le préjudice subi, de ce fait, par le maître d'ouvrage, soit de sanctionner le non-respect des clauses contractuelles. Elles ne constituent pas la contrepartie d'une livraison de biens ou d'une prestation de services et ne sont donc pas situées dans le champ d'application de la TVA.

Les pénalités sont cumulables, non révisables. Aussi, si l'application de l'une (ou plusieurs) des pénalités prévues au présent CCAP, n'est (ne sont) manifestement pas de nature à couvrir la totalité des éventuels préjudices de l'AMU, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'écarter l'application de ladite pénalité et de réclamer au titulaire la réparation de la totalité de son préjudice selon les règles du droit commun.

Les pénalités indiquées au présent article peuvent être appliquées au Titulaire, d'office et sans mise en demeure préalable et ce, dès la première minute ou heure ou jour de retard ou dès qu'un manquement est constaté.

Les pénalités peuvent être opérées dès constatations du retard par rapport au calendrier détaillé d'exécution, sur le décompte mensuel suivant la constatation ou le cas échéant sur le décompte final.

Le fait pour le Maître d'Ouvrage de ne pas appliquer les pénalités en cours de chantier n'implique aucune renonciation de sa part à s'en prévaloir ultérieurement et ce jusqu'au décompte définitif par lui accepté.

Il n'y a pas de forclusion si les pénalités ne sont pas recensées dans les décomptes mensuels.

8.2 Pénalités pour retard

8.2.1 Pénalité pour non-respect du délai global

En cas de non-respect du délai global pour l'exécution de l'ensemble des prestations, une pénalité de 3000 € par jour calendaire de retard est appliquée au Concepteur/Réalisateur.

En complément, en cas de retard lui étant imputable dans la réalisation des travaux, le titulaire supportera l'intégralité des frais de garde du chantier et autres frais directs ou indirects liés au retard.

La constatation du retard s'effectue par le maître de l'ouvrage ou son représentant.

8.2.2 Pénalité pour non-respect d'un délai partiel

En cas de non-respect d'un délai partiel tel que défini à l'article 7.2 du présent CCAP ou du calendrier détaillé d'exécution, une pénalité de 3000 € par jour calendaire sera appliquée au Concepteur/Réalisateur.

Elles s'appliqueront de plein droit, cumulativement à chacune des tâches définies au calendrier d'exécution et/ou délai partiel tel que défini dans le présent CCAP.

Il est convenu que si l'Entreprise réduit ou annule son retard, le Maître d'Ouvrage peut décider de réduire ou d'annuler ces pénalités.

8.2.2 Absences aux rendez-vous de chantier

Les pénalités seront automatiquement appliquées au membre de groupement de conception-réalisation qui, ayant été dûment convoqué, n'assiste pas ou ne se fait pas présenter par un délégué ayant tous pouvoirs aux rendez-vous de chantier hebdomadaires prévus.

Ces pénalités sont fixées à 500 € HT (cinq cents euros hors TVA) par absence et 100 € HT (cent euros hors TVA) pour tout retard supérieur à 30 minutes.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur et son assistant se réservent le droit de convoquer aux réunions de chantier les entreprises sous-traitantes ou cotraitantes en présence du Mandataire.

8.3 Pénalités pour retard dans la levée des réserves

En cas de retard pour la levée des réserves, une pénalité de 1000 € par jour calendaire de retard du délai de levée de réserves fixé lors de la réception est appliquée au Concepteur/Réalisateur.

8.4 Pénalités pour retard dans la production des livrables documentaires

8.4.1 Pénalités pour non-respect des jalons documentaires

Dans le cas du non-respect d'un jalon documentaire tels que définis à l'article 7.3 du présent CCAP, il sera fait application d'une pénalité de 500 € par jour calendaire et par document.

Il est précisé que les pénalités relatives aux jalons documentaires s'appliqueront dès lors qu'un livrable documentaire ne sera pas transmis au Maître d'Ouvrage avant les dates prescrites, ou au jour même des dates prescrites, mais également lorsque les livrables transmis ne seront pas :

- Conformés aux exigences contractuelles, aux règles de l'art, et au niveau de qualité attendu,
- Complètes, finalisés et mis à jour,
- Clairs, concis et précis,
- Intelligibles, compréhensifs, et dénués d'ambiguïtés et de difficultés d'interprétation.

8.4.2 Pénalités pour non-respect des délais récurrents d'émission ou de réémission documentaire

Le tableau ci-dessous recense les délais récurrents d'émission ou de réémission de certains documents et les pénalités qui y sont associées.

Ces pénalités s'appliquent forfaitairement dès lors qu'un retard est constaté, indépendamment du nombre de jours de retard.

Périodicité	Documents émis ou réémis de manière récurrente	Pénalités forfaitaires par retard constaté
Tous les mois à compter de la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage des études	Rapport mensuel d'activité (comprenant notamment le planning directeur, le planning détaillé et l'échéancier technico financier à jour)	500 €
10 jours après chaque réunion	Compte-rendu de réunions	500 €

Il est précisé que les pénalités listées ci-avant s'appliqueront dès lors qu'un livrable documentaire ne sera pas transmis au Maître d'Ouvrage dans les délais prescrits, mais également lorsque les livrables transmis ne seront pas :

- Conformés aux exigences contractuelles, aux règles de l'art, et au niveau de qualité attendu,
- Complets, finalisés et mis à jour,
- Clairs, concis et précis,
- Intelligibles, compréhensifs, et dénués d'ambiguïtés et de difficultés d'interprétation.

8.5 Pénalités diverses

8.5.1 Pénalité pour absences aux réunions organisées par le Maître d'Ouvrage

Le Concepteur/Réalisateur est tenu de se faire représenter à toutes les réunions organisées par le Maître d'Ouvrage auxquelles il est convié.

Toute absence est consignée sur les comptes rendus.

En cas d'absence aux réunions, le Concepteur/Réalisateur du marché se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 500 € par réunion.

8.5.2 Pénalité pour absences aux réunions du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (C.I.S.S.C.T.)

En application des articles L.4532-10 à L 4532-15 et R 4532-77 à R 4532-94 du Code du travail, les entreprises tenues d'assister aux réunions du CISSCT doivent être représentées par un collaborateur qualifié, ayant une connaissance suffisante du chantier et habilité à cet effet ainsi que par un salarié effectivement employé sur le chantier désigné conformément à l'article R 4532-80.

Toute absence est consignée dans les comptes rendus.

En cas d'absence aux réunions, le Concepteur/Réalisateur se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 1000 € par réunion.

8.5.3 Pénalité pour retard dans la mise en application des mesures d'hygiène, de sécurité et de protection de la santé

Lorsque des mesures particulières ou complémentaires d'hygiène, de sécurité ou de protection de la santé sont prescrites par le Maître d'Ouvrage sur proposition du CSPS, elles sont assorties d'un délai maximum de prise en compte par le Concepteur/Réalisateur.

En cas d'inobservation du délai de mise en œuvre de ces mesures, le Concepteur/Réalisateur se voit appliquer une pénalité forfaitaire de 1000 € par jour de retard.

En ce cas, le Maître d'Ouvrage mettra l'Entreprise en demeure de prendre toutes dispositions nécessaires pour faire cesser l'infraction immédiatement.

Dans l'hypothèse où le Coordonnateur SPS demanderait la mise en œuvre d'une action ou d'un dispositif urgent, si l'Entreprise n'y procédait pas dans un délai de 24 heures, il serait alors fait appel à une autre entreprise qui interviendra pour le compte de l'Entreprise, afin d'accomplir toute action nécessaire et de mettre le chantier en conformité avec les prescriptions ou le dispositif préconisé par le Coordonnateur SPS.

En outre, si l'Entreprise ne met pas fin à l'infraction dans les délais, elle sera redevable encore d'une pénalité journalière de 5.000 euros jusqu'à ce qu'elle ait fait le nécessaire pour respecter l'obligation méconnue, sans préjudice du droit du Maître d'Ouvrage, si bon lui semble, de notifier à l'Entreprise la résiliation de son marché conformément aux clauses définies au présent document, et/ou de réclamer toutes indemnités plus amples en réparation de l'entier préjudice subi.

Le montant des pénalités dues sera retenu sur les situations de travaux de l'Entreprise ou déduit dans le décompte définitif du Maître d'Ouvrage.

8.5.4 Pénalités pour non-remplacement du Chef de Projet par une personne de compétences équivalentes

La bonne exécution des prestations dépendant fortement de la personne chargée de la coordination et du pilotage au sein du Concepteur/Réalisateur, le Chef de Projet est nommément désigné dans l'offre du Concepteur/Réalisateur.

En cas d'indisponibilité de la personne désignée à l'offre comme Chef de Projet, le Concepteur/Réalisateur doit en aviser par écrit le Maître d'Ouvrage sous cinq (5) jours, puis désigner et soumettre au Maître d'Ouvrage, dans les dix (10) jours suivant la notification de l'indisponibilité du Chef de Projet désigné à l'offre, un remplaçant ayant des compétences et un niveau d'expérience comparables.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de refuser le remplaçant proposé si celui ne dispose pas de compétences et d'un niveau d'expérience comparables à ceux du Chef de Projet désigné dans l'offre du Concepteur/Réalisateur.

Si le Maître d'Ouvrage refuse le remplaçant proposé par le Concepteur/Réalisateur, le Concepteur/Réalisateur dispose d'un délai de cinq (5) jours à compter de la notification de ce refus pour désigner un autre remplaçant de compétences équivalentes et en informer le Maître d'Ouvrage.

Si au terme de ce délai de cinq (5) jours le remplaçant proposé ne dispose pas des compétences et d'un niveau d'expérience comparables à ceux du Chef de Projet désigné à l'offre, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité forfaitaire de 10 000 €.

8.5.5 Pénalités pour non-respect des obligations en termes de sécurité et de protection de la santé

- Tout retard dans la transmission du PPSPS fera l'objet d'une pénalité de 2.000,00 euros par jour calendaire de retard.
- Une pénalité de 5 000 € pourra être appliquée en cas de découverte d'un sous-traitant non déclaré.

- Une pénalité de 500 € /jour à partir de la date de réception de la mise en demeure pourra être appliquée en cas de non déclaration de sous-traitance après mise en demeure par courrier avec accusé de réception postal.
- Découverte d'un travailleur en situation irrégulière : 1 000 € par occurrence.

8.5.6 Pénalités diverses pendant la phase de construction

En cas de non-respect des stipulations prévues dans le CCTP, il sera appliqué une pénalité journalière par infraction de 500 € sur le décompte mensuel qui suit l'infraction. Il s'agira des défauts et/ou manquements suivants sans que cette liste soit exhaustive :

- Impact sur la continuité de fonctionnement – le maître d'ouvrage pourra également demander le remboursement des pertes d'exploitation associées ;
- Travaux sur le domaine public sans signalisation ou protection efficace ;
- Des défauts d'utilisation de dispositifs de nettoyage et décrochage des engins avant sortie du chantier ;
- Des défauts de nettoyage des zones de chantier, de leurs accès, des voies publiques, des domaines privés ou publics à proximité des zones d'intervention ;
- Des défauts de signalisation ou protection efficace pour les travaux effectués sur le domaine public ;
- Dépôt de matériel, matériaux, terres, gravois, en dehors des zones prescrites (zones de stockage indiquées dans le Plan d'Installation de Chantier) ;
- Du non-respect de la législation concernant la sécurité et notamment carence de protection efficace de zones d'intervention et isolement de la zone chantier, des matériels de chantier, permis feu, etc. liste non exhaustive.
- Travaux sur le domaine public ou privé sans signalisation ou protection efficace
- Bruits de chantier au-delà de la limite prescrite
- Retard dans les façons et présentations chantier des prototypes d'éléments de construction et/ou des locaux et espaces témoins
- Retard dans la présentation des échantillons de matériaux et matériels de construction
- Retard dans le repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

8.5.7 Pénalité pour retard ou défaillance dans le repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution du marché de conception - réalisation.

À la fin des travaux, le Titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés sur le chantier.

En cas de retard ou de défaillance dans la remise en état des lieux ou le nettoyage des locaux, ces opérations seront faites aux frais du Titulaire après mise en demeure par ordre de service.

Le Titulaire pourra, de plus, se voir appliquer une pénalité de **200 €** par jour calendaire de retard.

8.6 Pénalités pour non-respect des performances attendues

En cas de non obtention des performances attendues, en raison d'un défaut de conception et/ou réalisation des ouvrages, une pénalité de 30 000 euros sera appliquée à la réception de l'ouvrage, lors de la validation des DOE.

8.7 Pénalités en cas de non-respect des obligations liées à la part des prestations réservée aux PME et artisans

Il est précisé en préambule que les quatre pénalités ci-dessous sont cumulables entre elles.

En cas de retard dans la remise du livrable relatif à la déclaration de la part des prestations réservée aux PME et artisans, une pénalité de 150 €HT par jour calendaire sera appliquée au titulaire.

En cas d'incomplétude des informations fournies dans le livrable relatif à la déclaration de la part des prestations réservée aux PME et artisans, une pénalité de 150 €HT par jour calendaire sera appliquée au titulaire jusqu'à la remise du document complet.

En cas de non-respect de l'obligation minimale de réservation des prestations à hauteur de 10% du montant prévisionnel du marché soit 32 710 € HT aux PME et artisans, une pénalité d'un montant de 6 000 €HT sera appliquée au titulaire.

En cas de non-respect de l'obligation de réservation des prestations aux PME et artisans prévue dans l'offre du titulaire, la pénalité correspondra au montant de la différence entre le montant objectif indiqué dans l'offre du titulaire et le montant réellement atteint à la date de réception des travaux.

8.8 Pénalités pour non-respect de la clause sociale d'insertion

Par dérogation à l'article 20.1.5 du CCAG-Travaux, en cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, et après une mise en demeure restée infructueuse, le titulaire se voit appliquer une pénalité égale à 100 euros par heure d'insertion non réalisée qui n'aurait pas été justifiée.

En cas d'absence ou de refus de mise à disposition **des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de la clause sociale d'insertion**, Aix-Marseille Université procèdera à une mise en demeure du titulaire.

En cas de mise en demeure restée infructueuse, le titulaire subira une pénalité égale à 200 euros par jour de retard.

Le recours à la sous-traitance n'exonère pas le titulaire de ses obligations en matière de clause d'insertion.

S'il peut partager une partie de l'effort d'insertion, il restera responsable de leur bonne exécution et de la bonne remontée d'information.

Les pénalités sont supportées par le titulaire. Il appartient à ce dernier de prévoir dans le contrat de sous-traitance les stipulations qui permettront de responsabiliser son sous-traitant.

8.9 Pénalités de lutte contre le travail dissimulé

Conformément à l'article 93 de la loi N° 2011-525 du 17 mai 2011, une pénalité peut être appliquée au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L. 8221-5 du code du travail.

Le montant de cette pénalité est égal à 10 % du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

8.10 Exécution des prestations par un autre prestataire aux frais et risques du titulaire

Lorsque le titulaire ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux ordres de service, le pouvoir adjudicateur le mettra en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui sera notifiée par courrier avec accusé de réception.

Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, la poursuite des travaux sera ordonnée, à ses frais et risques. Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il devra néanmoins fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, sera à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profitera pas.

En cas de défaillance d'un des membres du groupement d'opérateur économique titulaire du marché, le pouvoir adjudicateur mettra en demeure le mandataire du groupement qui sera tenu de se substituer au membre du groupement défaillant dans **les deux semaines** qui suivent l'expiration du délai imparti à ce membre, si ce dernier n'a pas déféré à la mise en demeure.

Par dérogation à l'article 52.7.2 du CCAG-Travaux, si cette mise en demeure reste sans effet, le pouvoir adjudicateur invitera les entreprises conjointes à désigner un autre mandataire parmi les autres membres du groupement, dans le délai **d'une semaine**. Le nouveau mandataire, une fois désigné, sera substitué par modification du marché à l'ancien dans tous ses droits et obligations.

Article 9 – REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE – UTILISATION DU RESULTAT DES ETUDES

Le titulaire du marché concède, à titre non exclusif, au Pouvoir Adjudicateur le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats des études en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toute forme. Cette concession ne vaut que pour les besoins découlant de l'objet du marché.

Cette concession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations.

Le droit d'utiliser les résultats ne couvre pas les exploitations commerciales des résultats.

Le Pouvoir Adjudicateur ne devient pas, du fait du marché, titulaire des droits afférents aux résultats, dont la propriété des inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché.

Article 10 - PROVENANCE QUALITÉ CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

10.1 Provenance des matériaux et produits

Les études de détail et les descriptifs fixent la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction.

10.2 Caractéristiques, qualités, vérifications essais et épreuves des matériaux et produits

Les études de détails et les descriptifs précisent quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérification ou de surveillance de la fabrication dans les usines magasins et carrières de l'entrepreneur, des sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché.

Dans le cas où le résultat de ces essais est favorable au Titulaire, les essais seront réglés par le Pouvoir Adjudicateur. Dans le cas contraire, les frais de ces essais seraient à la charge du Titulaire.

Article 11 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

11.1 Piquetage général

Le piquetage général sera réalisé aux frais du Titulaire.

11.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Ce piquetage sera réalisé aux frais du Titulaire. Il consiste au piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câble situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter.

Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations de gaz, d'eau ou des câbles électriques, le Titulaire doit dix jours au moins avant le début des travaux, prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles.

Article 12 - PRÉPARATION COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

12.1 Etudes de conception et d'exécution

La présente disposition déroge aux articles 29.1.3, 29.1.5 et 29.2 du CCAG-Travaux qui ne sont pas applicables au présent marché.

Les études de conception et d'exécution, telles que définies dans le Programme Fonctionnel, sont établies par le Concepteur/Réalisateur à compter de l'ordre de service de démarrage des études.

Le Concepteur/Réalisateur met en place une Cellule d'Ingénierie Intégrée qui produit toutes les études, de conception et d'exécution, nécessaires à l'exécution du présent marché, qui en opère le contrôle interne, et qui les approuve une fois le contrôle interne réalisé.

Lorsque les études ont été approuvées par la Cellule d'Ingénierie Intégrée, elles sont transmises au CSPS et au Maître d'Ouvrage.

Le Maître d'Ouvrage assure ou fait assurer le Contrôle Extérieur des études transmises. Concernant spécifiquement les études de conception, une revue des études de conception transmises sera organisée par le Concepteur/Réalisateur, afin de permettre au Maître d'Ouvrage de mieux appréhender lesdites études et de faciliter leur contrôle extérieur.

Si le Maître d'Ouvrage constate que les études qui lui sont transmises ne sont pas :

- Conformes aux exigences contractuelles, aux règles de l'art, et au niveau de qualité attendu,
- Conformes aux prescriptions et observations du CSPS,
- Complètes, finalisées et mises à jour,
- Claires, concises et précises,
- Intelligibles, compréhensives, et dénuées d'ambiguïtés et de difficultés d'interprétation,

Ce dernier peut refuser lesdites études dans un délai maximum de :

- 25 jours ouvrés courant à compter de la date de livraison au Maître d'Ouvrage des études considérées, s'agissant des études de conception,
- 15 jours ouvrés courant à compter de la date de livraison au Maître d'Ouvrage des études considérées, s'agissant des études d'exécution.

Dans cette hypothèse le Concepteur/Réalisateur dispose d'un délai de 7 jours calendaires pour reprendre ses études et les transmettre à nouveau au Maître d'Ouvrage.

Aucuns travaux ne peuvent commencer tant que les études portant sur les ouvrages concernés font l'objet d'un refus non levé et tant qu'un ordre de service de démarrage des travaux n'a pas été délivré par le Maître d'Ouvrage.

12.2 Procédures administratives et réglementaires

Le Concepteur/Réalisateur réalise les démarches et assure la constitution des dossiers réglementaires nécessaires à l'obtention des autorisations administratives requises pour la réalisation des travaux et la mise en place des installations de chantier (permis de construire ou déclaration préalable, etc.).

Le Concepteur/Réalisateur doit également prendre en charge l'établissement des déclarations d'intention de commencement des travaux (DICT) et leur envoi aux différents opérateurs concernés.

12.3 Mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé

Le Concepteur/Réalisateur est tenu de se conformer à la législation et réglementation en vigueur en matière de sécurité et de protection de la santé.

A ce titre, le Concepteur/Réalisateur est contractuellement tenu de prendre toutes dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes du CSPS concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers. Tous les frais en découlant pour le Concepteur/Réalisateur sont contractuellement réputés compris dans son prix.

A ce sujet, l'attention du Concepteur/Réalisateur est portée sur l'autorité du CSPS sur le chantier. En cas de non-respect des règles définies au P.G.C.S.P.S. et aux P.P.S.P.S. ne mettant pas en cause la vie d'autrui, le CSPS pourra mettre en demeure le Concepteur/Réalisateur de remédier aux manques constatés, copie étant transmise au Maître d'Ouvrage.

Dans le cas de non mise en conformité dans le délai énoncé ci-dessus, le CSPS en informera le Maître d'Ouvrage par écrit qui statuera sur la nécessité ou non de suspendre le chantier. En cas de risque grave et immédiat, le CSPS aura autorité, pour suspendre les travaux du Concepteur/Réalisateur si les règles de sécurité définies dans le P.G.C.S.P.S., mettant en cause directement la vie des ouvriers, des usagers de la route ou des riverains, ne sont pas respectées.

Le CSPS disposera alors d'un délai de 24 heures pour donner son accord au redémarrage des travaux après examen des mesures prises par le Concepteur/Réalisateur.

Le Maître d'ouvrage sera tenu informé immédiatement, ainsi que le Concepteur/Réalisateur, de toute suspension des travaux précisant la date, l'heure et les raisons de cette suspension.

12.4 Mise à disposition d'emprises

Le Maître d'Ouvrage met à disposition du Concepteur/Réalisateur les emprises identifiées dans le Programme Fonctionnel du présent marché.

La mise à disposition et la restitution de ces emprises font l'objet d'états des lieux contradictoires.

En fin d'occupation, le Concepteur/Réalisateur doit remettre en l'état les parcelles occupées à ses frais, avant leur restitution au Maître d'Ouvrage. Il ne peut être libéré de ses engagements et de sa responsabilité concernant la remise en état des lieux que si un état des lieux est formellement établi, constatant le bon état des lieux.

Tout autre besoin supplémentaire en termes d'emprise est à la charge financière et sous la responsabilité du Concepteur/Réalisateur.

Si le Concepteur/Réalisateur doit utiliser temporairement des emprises n'appartenant pas au Maître d'Ouvrage, il fait son affaire de toutes les démarches à entreprendre et autorisations à obtenir auprès des tiers, riverains et collectivités.

Les délais de mise à disposition d'emprises supplémentaires (délai d'acquisition, d'autorisation, de location,) n'ouvrent pas droit à une prolongation de délai pour le Concepteur/Réalisateur.

La situation des emprises ne doit présenter aucun danger pour la préservation du site et de l'environnement.

12.5 Installations de chantier

Le Concepteur/Réalisateur réalisera les installations de chantier nécessaires :

- A ses propres installations sanitaires réglementaires (WC, douches, réfectoire, vestiaire, stationnement véhicules du personnel...)
- A ses propres installations techniques de préparation et de suivi de chantier (bureau chef de chantier, conducteur de travaux, comptable, ...)
- A ses aires de stockages matériaux, matériels, carburants, étant entendu que ces zones seront séparées des installations sanitaires réglementaires,
- Aux stationnements et locaux des rendez-vous avec la maîtrise d'ouvrage et le CSPS.

12.6 Circulation aux abords du chantier

12.6.1 Maintien des circulations

Le Titulaire devra faire le nécessaire pour garantir en toutes circonstances une circulation interne au site, des véhicules et des piétons et ce en toute sécurité.

Le Titulaire devra faire le nécessaire pour mettre en place un phasage de travaux pour garantir une continuité de l'activité existante dans le bâtiment Couches Minces.

12.6.2 Restriction des flux

Toutes les déviations et restrictions des flux automobiles ou autorisations de voirie, même temporaires, sont conditionnées par la validation préalable de la DirNum /utilisateurs AMU et par l'obtention d'autorisations délivrées au terme d'un dossier établi et déposé par le Concepteur/Réalisateur, puis instruit par les services compétents du gestionnaire de voirie. La largeur des voies laissées libres à la circulation répond aux normes de sécurité admises en cette matière.

12.6.3 Stationnement

Le stationnement des véhicules de chantier en dehors des zones de chantier est formellement interdit.

Toutes les opérations de chargement ou déchargement s'effectuent obligatoirement dans l'emprise des chantiers. Les rotations de véhicules sont organisées de manière à éviter des files d'attente débordant sur la voie publique. Le cas échéant, des zones d'attente pour les véhicules sont aménagées.

12.6.4 Signalisation des chantiers

Chaque fois que le déroulement des travaux a une incidence sur les flux de circulation, le Concepteur/Réalisateur met en place, en accord avec le service gestionnaire compétent, une pré-signalisation et une signalisation de position réglementaire efficace, comprenant si nécessaire, des accessoires lumineux.

En dehors des panneaux et marquage conformes aux règles de signalisation du Code de la Route et des prescriptions applicables aux autorités gestionnaires concernées, les indications sont portées en lettres rouges sur fond jaune, lisibles à 100 mètres, éclairées chaque fois que de besoin.

Le maintien et l'entretien en parfait état de la signalisation sont impératifs pendant toute la durée des chantiers et des travaux concernés.

Cette signalisation doit être mise en place par le Concepteur/Réalisateur et déposée dès que l'avancement des travaux le permet.

Aucune mise en place spontanée d'indications approximatives destinées au public usager (déviations conseillées ou autres) n'est faite sans accord préalable du service gestionnaire compétent.

La rémunération de ces prestations est réputée incluse dans le prix global et forfaitaire du Concepteur/Réalisateur.

12.6.5 Protection des voies de circulation

Le Concepteur/Réalisateur propose et met en œuvre tous moyens appropriés pour assurer la protection des chaussées utilisées par ses engins et véhicules de transport, ainsi que pour la protection des éléments côtoyés par ses engins.

Ces mesures visent notamment et sans exhaustivité, à assurer la préservation des mobiliers et aménagements de tous ordres, des regards, tampons, avaloirs, caniveaux, bordures, chaussées et tous revêtements.

En cas de dégradation du fait de l'intervention du Concepteur/Réalisateur, et après mise en demeure de remise en l'état non suivie d'effets, le Maître d'Ouvrage pourra faire réaliser les travaux de remise en état aux frais et risques du Concepteur/Réalisateur.

12.6.6 Dégradations causées aux voies de circulation

La présente disposition déroge à l'article 34.1 du CCAG-Travaux.

Si à l'occasion des travaux des dégradations sont causées aux voies publiques ou privées par des transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels intervenant dans le cadre des prestations du Concepteur/Réalisateur, ce dernier prend entièrement en charge les contributions et dédommagements nécessaires aux réparations.

12.7 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

La proposition maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

La proposition maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires, par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie, employés sur le chantier ne peut excéder 10 (dix) pour cent et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 (dix) pour cent.

12.8 Tenue à jour des plans d'exécution et documents de chantier

Le Titulaire tiendra en permanence sur le chantier dans un casier fermant à clé, tous les documents à jour, ainsi que la liste de ces documents avec dates des approbations concernant l'opération (plans, notes, etc.). Ces documents seront réservés au Représentant du Pouvoir Adjudicateur et à son assistant.

12.9 Rendez-vous de chantier

En complément de l'Article 3.9 du CCAG-Travaux, il est précisé :

- L'Entrepreneur, ainsi que les Concepteurs, sont tenus d'assister aux rendez-vous de chantier provoqués par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur, ou l'équipe de Maîtrise de l'Ouvrage, dès lors qu'ils y sont convoqués. Les personnes représentant l'Entrepreneur et les Concepteurs susnommés devront avoir tout pouvoir pour engager le groupement Titulaire et donner sur-le-champ les ordres nécessaires sur le chantier ;
- Les rendez-vous de chantier ont lieu aux jours et heures fixés par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur ou l'équipe de Maîtrise de l'Ouvrage. Leur fréquence est au minimum hebdomadaire. Les comptes rendus de ces réunions sont établis par le ou les personnes représentant les concepteurs ;

- Les comptes – rendus de chantier sont diffusés par voie électronique dans un délai de 3 jours ouvrés ;
- L'absence de réserves formulées sur les conclusions d'un compte – rendu de chantier au plus tard lors de la réunion de chantier suivante vaut acceptation des participants.

La présence du mandataire, de l'entrepreneur et des concepteurs en charge des études étant indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux, leur absence ou leur remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, à quelque titre que ce soit, entraîne leur responsabilité sans que mention du fait soit portée sur le cahier de chantier visé ci-après.

Le mandataire du groupement est responsable, dans le cas d'inexécution des dispositions du présent article, des dommages en résultant.

La responsabilité du pilotage du chantier est assurée par l'entrepreneur du groupement.

12.10 Cahier de chantier

Il sera tenu obligatoirement sur le chantier un cahier de chantier sur lequel les Concepteurs inscrivent toutes observations nécessaires à la bonne réalisation des travaux.

Le mandataire du groupement en charge des travaux est tenu, de prendre connaissance des observations portées sur ledit cahier, de le viser et de répondre aux observations et notifications des Concepteurs.

Les observations portées sur le cahier de chantier par les Concepteurs valent ordre pour l'entrepreneur intéressé. Toute suite devra y être donnée à la diligence du directeur de travaux, à l'exclusion des ordres engageant des dépenses supplémentaires (sauf périls) qui devront obligatoirement faire l'objet d'un devis soumis à l'accord du Maître d'Ouvrage pour établissement de l'ordre de service correspondant.

Pendant toute la durée du chantier, ce cahier est transmis sur simple demande de leur part, au Représentant du Pouvoir Adjudicateur et à l'équipe de Maîtrise d'Ouvrage.

12.11 Dossier photographique du chantier

Un dossier photographique du chantier sera établi par le Titulaire en 3 exemplaires et remis mensuellement au Représentant du Pouvoir Adjudicateur et à l'équipe de maîtrise d'ouvrage au fur et à mesure de sa constitution.

Il comportera des prises de vue de l'état initial et des phases principales du déroulement du chantier dans sa totalité.

12.12 Visites de chantier

Le Titulaire organise pour le Pouvoir Adjudicateur et l'équipe de maîtrise d'ouvrage, une visite hebdomadaire de chantier durant la période de préparation et d'exécution des travaux.

12.13 Nettoyage et propreté du chantier et de ses abords

Le Concepteur/Réalisateur doit veiller à ce que le chantier et ses abords restent propres en permanence, et à les débarrasser de tous matériels, matériaux, débris et détritiques divers.

Le nettoyage des voies à proximité du chantier est effectué autant de fois que nécessaire, et dans tous les cas à chaque demande du Maître d'Ouvrage.

Les déchets et emballages doivent être stockés dans des contenants adaptés et régulièrement évacués dans les décharges autorisées. En particulier, le Concepteur/Réalisateur prend toutes dispositions pour que ces déchets et emballages ne soient pas emportés par le vent.

Les engins et véhicules routiers liés aux chantiers et empruntant les voies de circulations extérieures aux chantiers sont nettoyés avant leur accès à ces voies. A l'occasion de toute sortie sur le domaine public d'un véhicule en charge, le Concepteur/Réalisateur doit s'assurer qu'aucun élément du chargement ne peut tomber dudit véhicule.

Dans son organisation, le Concepteur/Réalisateur s'attache à réduire les flux de déchets générés par les chantiers.

Le Concepteur/Réalisateur devra également remettre en parfait état les emplacements occupés pour les dépôts de matériels et de matériaux.

12.14 Garde du chantier et des ouvrages

Le Concepteur/Réalisateur assure la garde des ouvrages et équipements qu'il réalise dans le cadre du présent marché, jusqu'à la date d'effet de la décision de réception relative auxdits ouvrages.

Le Concepteur/Réalisateur assure également la garde des ouvrages, installations, équipements, matériels et matériaux se situant dans les emprises mises à sa disposition, et ce, à compter de la date de mise à disposition desdites emprises, jusqu'à la restitution desdites emprises.

Le Concepteur/Réalisateur ne pourra rechercher la responsabilité du Maître d'Ouvrage ou solliciter un complément de rémunération de sa part au motif que les ouvrages, installations, équipements, matériels et matériaux dont il avait la garde ont subi des dégradations ou vols pendant la durée où il en avait la garde.

12.15 Evacuation de déblais, gravois, produits de démolition

Le Concepteur/Réalisateur est responsable de l'évacuation des déblais, gravois et produits de démolition. Leur évacuation, leur stockage, leur élimination ou leur revalorisation doivent être effectués conformément aux normes et réglementations en vigueur.

Ces produits font, dans la mesure du possible, l'objet d'un tri sélectif et d'une revalorisation.

Ils sont acheminés dans les sites (décharges...) agréés selon la nature desdits produits, étant entendu que les démarches administratives afférentes sont à la charge du Concepteur/Réalisateur.

Quel que soit le moyen de transport, l'attention du Concepteur/Réalisateur est attirée sur le fait que sa responsabilité s'étend jusqu'à la mise en décharge définitive des matériaux.

12.16 Période de préparation

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, il est fixé une période de préparation d'un mois. Cette période de préparation est incluse dans le délai de réalisation défini à l'article 7.1 du présent CCAP. Cette période démarrera suite à un ordre de service spécifique.

Au cours de cette période, il est procédé aux opérations ci-après à la diligence respective des parties contractantes :

- **Par les soins du maître de l'ouvrage ou de son représentant :**
 - Constat contradictoire de l'état de la voie publique d'accès ou des locaux mis à disposition,
 - Libération des accès,

- Détermination des zones interdites aux entreprises,
- Etablissement de la liste et du mode de diffusion des documents établis par l'ensemble des intervenants durant la phase de construction,
- **Par les soins du titulaire :**
 - Obligatoirement, avant le début des travaux, un constat contradictoire par huissier de justice avec photos de l'état des domaines publics et privés avoisinants le chantier en présence du MOA.
 - Le calendrier détaillé d'exécution, tel que précisé au 7.4 du présent CCAP et notifié par ordre de service pourra faire l'objet des précisions nécessaires au bon déroulement de la phase travaux et pourra être modifié dans ce cadre. Sous réserve des stipulations de l'article 18.2 du CCAG-Travaux, les modifications de ce calendrier ne pourront entraîner une prolongation du délai d'exécution prévu dans l'acte d'engagement.
 - Etablissement et mise au point du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) ainsi que l'établissement du plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) et remise au coordonnateur de sécurité et de protection de la santé.
 - Le titulaire tient à disposition obligatoirement sur le chantier une copie intégrale du registre journal, du PGC et des PPSPS sur lesquels le coordonnateur SPS inscrit toutes observations nécessaires à la bonne réalisation des travaux. Il les présente à l'inspection du travail avant la fin du rendez-vous de chantier et répondre aux observations et notifications du coordonnateur SPS.

Le groupement est tenu, à chaque rendez-vous de chantier, de prendre connaissance des observations portées sur ledit registre et de le viser avant la fin du rendez-vous de chantier et répondre aux observations et notifications du coordonnateur SPS.

Les observations protégées sur le registre de chantier par le coordonnateur SPS valent ordre pour le groupement.

Le groupement donne suite à l'ensemble de ces observations.

Il est expressément signalé que le visa du coordonnateur SPS sur le plan particulier de sécurité et de protection de la santé est impératif pour pouvoir démarrer les travaux.

- Élaboration, soumise à l'accord du coordonnateur SPS et présentation au maître de l'ouvrage ou à son représentant aux fins de visa, du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires,
- Mise en œuvre sur site des installations de chantier conformément au projet ayant reçu le visa du CSPS,
- Exécution, soumise à l'accord du coordonnateur SPS, des voies et réseaux divers prévus à l'article R4533-6 du code du Travail R238-40 à R238-45 du code du Travail,
- Réalisation du panneau de chantier suivant le modèle défini par le maître de l'ouvrage, de dimension minimale de 2,5 x 1,5 m de haut. L'entreprise aura à sa charge la pose et l'entretien du panneau jusqu'à la livraison de l'ouvrage.
- Établissement et mise en œuvre du schéma de signalisation du chantier, après avoir pris l'attache des services compétents. Ce schéma sera intégré au PPSPS ci-dessus,
- Etablissement des clôtures de chantier selon le plan d'installation ayant reçu le visa du CSPS et du MOA ou de son représentant,
- Elaborer un rapport hebdomadaire de localisation des travaux.
- Réaliser, entretenir, réparer, exploiter les branchements, eau, électricité, téléphone, eaux usées, nécessaires à la bonne marche du chantier, ainsi que toutes les installations et équipement y afférents. Tous les branchements disposeront d'un comptage.

NOTA : il est précisé que cette liste des prestations à exécuter pendant la période de préparation n'est pas limitative et que le titulaire ne pourra se prévaloir d'une omission dans cette énumération.

Article 13 – PERFORMANCES ENERGETIQUES DU BATIMENT

13.1 Niveau de performance à atteindre

Les performances à atteindre sont définies dans le programme technique détaillé. Le concepteur s'engagera sur les performances atteintes dans le cadre de son projet dans le cadre de réponse prévu à cet effet.

13.2 Sanctions

En cas de résultats non conformes aux performances attendues, le Titulaire devra proposer un plan d'actions correctives au maître d'ouvrage, qui pourra le valider ou demander d'autres solutions. Après mise en œuvre, le titulaire pourra réaliser de nouvelle(s) campagne(s) de mesure jusqu'à l'atteinte des performances contractualisées et ce sans pouvoir faire valoir un quelconque surcoût auprès du maître d'ouvrage.

Article 14 - CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

14.1 Essais et contrôle des ouvrages

Les essais en contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages, prévus par les Eurocodes ou les DTU seront assurés par le Titulaire sous le contrôle du bureau de contrôle technique et de l'équipe de maîtrise d'ouvrage à qui il devra apporter la preuve de la réalisation de ces essais ainsi que les résultats obtenus.

Les dispositions de l'Article 24 du CCAG-Travaux, relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre, sont applicables à ces essais.

Avant la réception, il sera procédé, sous la direction du bureau de contrôle désigné par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur, aux essais et vérifications figurant dans le document technique COPREC approuvé par les assureurs.

Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans les procès-verbaux faisant l'objet du "document technique COPREC n°2".

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de faire effectuer des essais en sus de ceux définis par le marché, sur recommandation du contrôleur technique ou et de l'équipe de maîtrise d'ouvrage.

Si les essais donnent des résultats satisfaisants, ils seront rémunérés par le Pouvoir Adjudicateur ; si les résultats sont insuffisants, ils seront à la charge du Titulaire.

Les tests seront réalisés et identifiés à l'initiative et sous la responsabilité du titulaire :

- Vérification en phase Conception
- Vérification en phase Réalisation

Le rapport d'essai devra comporter le protocole de l'essai, les fiches d'autocontrôle de l'entrepreneur et précisera les performances contractuelles et les performances constatées. Il comportera également, le cas échéant, l'ensemble des plans, documents, note de calcul, documentations fournisseurs, notice d'exploitation et maintenance, certificat et rapport de mise en service ...etc.

- Toutes autres procédures de contrôle à l'initiative du titulaire, proposées à la validation du maître de l'ouvrage

L'ensemble des tests, essais ou vérifications fera l'objet d'un rapport rédigé par le titulaire et remis au maître de l'ouvrage ou à son représentant en vue d'une validation contradictoire du résultat obtenu.

La liste des tests, essais ou vérification présentée au programme technique n'est pas exhaustive des tests, essais ou vérifications dus par le titulaire. Elle ne dispense pas des essais, tests et autocontrôle à mettre en œuvre préalablement aux opérations préalables à la réception afin de s'assurer de l'atteinte des objectifs et des performances fixées au programme et définis tout au long des différentes phases d'études.

14.2 Achèvement des travaux

Par dérogation aux dispositions de l'Article 41 du CCAG-Travaux, les opérations de réception se dérouleront de la façon suivante :

14.2.1 Organisation des Opérations Préalables à la Réception

Après s'être assuré que les travaux et leurs finitions étaient totalement exécutés, le mandataire du groupement avise le Représentant du Pouvoir Adjudicateur et son assistant par écrit de la date à laquelle il estime que les travaux seront achevés. Cette information devra avoir lieu 15 jours avant la date retenue.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur notifie au Titulaire la date à laquelle doivent avoir lieu des opérations préalables à la réception.

Par dérogation aux dispositions de l'article 41.1 du CCAG, le Calendrier des opérations préalables à la réception, établi par l'Assistant au Maître de l'Ouvrage, doit être communiqué au Titulaire dans un délai de 10 jours à compter de la date de réception de l'avis mentionnant la fin des travaux.

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG, les opérations préalables à la réception devront être terminées dans un délai maximum de 15 jours à compter de la date annoncée par le Titulaire pour l'achèvement des travaux.

Chacun des membres du groupement désignés sous le terme « concepteurs » à l'article 1.1 sera convoqué aux opérations préalables à la réception.

Ils seront chargés d'établir un rapport relatif à la qualité et à la conformité des ouvrages exécutés avec les exigences du Programme détaillé de l'opération et avec les données du projet.

Ce rapport est remis au plus tard à l'Assistant au Maître de l'Ouvrage à l'issue des Opérations Préalables à la Réception.

La non – présentation de ce rapport fait obstacle au prononcé de la réception par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

14.2.2 Opérations préalables à la réception (OPR)

Les opérations préalables à la réception comportent :

- La reconnaissance des ouvrages exécutés,
- Les épreuves éventuellement prévues par les Eurocodes et DTU et le programme,
- La constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché,
- La constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons,
- La constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux,
- Les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Par conséquent, la proposition dressée par le maître d'œuvre sur la décision de réception, ne pourra être établie qu'après la réalisation de la dernière de ces visites ou des constats.

Elles se font en présence de l'Assistant au Maître de l'Ouvrage et du Contrôleur Technique.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur peut y assister ou se faire représenter par son Assistant. L'Assistant au Maître de l'Ouvrage vérifie si les prestations sont conformes aux prescriptions des pièces contractuelles quant au programme de définition des ouvrages, équipements et installations et exigences générales.

Le Contrôleur Technique vérifie les résultats des essais et effectue tous les contrôles découlant de sa mission. Le Titulaire devra lui apporter tous les éléments nécessaires à l'exercice de sa mission.

Les Concepteurs restent entièrement responsables du contrôle qualitatif et quantitatif des ouvrages.

L'Assistant au Maître de l'Ouvrage organise et dirige les opérations préalables à la réception et procède sur-le-champ à l'établissement d'un procès-verbal des opérations préalables à la réception.

14.3 Modalités des décisions de réception

Par dérogation aux dispositions de l'article 41.2 du CCAG, dans un délai de 15 (Quinze) jours suivant la date d'établissement de ce procès-verbal, l'Assistant au Maître de l'Ouvrage propose par écrit au Représentant du Pouvoir Adjudicateur, si la réception peut ou non être prononcée ou si elle peut être prononcée avec réserves. Il adresse copie de cette proposition au Titulaire.

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception, des propositions de l'Assistant au Maître de l'Ouvrage, des avis du Contrôleur Technique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves. S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. La décision ainsi prise est notifiée au Titulaire dans les quarante-cinq (45) jours suivant la date du procès-verbal.

La réception, si elle est prononcée, prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

Dans le cas où certaines épreuves doivent, conformément aux stipulations du CCAG Travaux être exécutées après une durée déterminée de service des ouvrages ou à certaines périodes de l'année, la réception ne peut être prononcée que sous réserves de l'exécution concluante de ces épreuves.

Si de telles épreuves, exécutées pendant le délai de garantie défini à l'article 44.1 du CCAG, ne sont pas concluantes, la réception est reportée.

Sauf dispositions figurant aux descriptifs, la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves, prestations ou de la vérification des performances ou rendements obtenus, lorsque :

- Les épreuves ou prestations ne doivent être exécutées que postérieurement à la date d'achèvement des travaux,
- Les épreuves, prestations (en particulier, les plantations) ou vérification ne peuvent être faites qu'à certaines périodes,

- Sont prévues des performances ou des rendements fixés au préalable avec éventuellement des sanctions ou des bonifications financières en fonction des résultats obtenus.
- S'il apparaît que certaines prestations prévues au marché et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutées, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur peut décider de prononcer la réception, sous réserve que le Titulaire s'engage à exécuter ces prestations dans un délai qui n'excède pas 3 (trois) mois. La constatation de l'exécution de ces prestations doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception.

14.3.1 Réception avec réserves

Lorsque la réception est assortie de réserves, le Titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur, ou, en l'absence d'un tel délai, trois mois avant l'expiration du délai de garantie défini à l'article 44.1 du CCAG.

La totalité des dépenses engagées à l'occasion des levées de réserves est à la charge exclusive du Concepteur/Réalisateur.

Au cas où les travaux ne seraient pas achevés dans le délai prescrit, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur peut les faire exécuter aux frais et risques du Titulaire.

14.3.2 Réception avec réfaction

Si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenteraient la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au Titulaire une réfaction sur les prix.

Si le Titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, le Titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

14.3.3 Réceptions partielles

Le Pouvoir Adjudicateur pourra prendre possession avant achèvement de l'ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.

Cette prise de possession fera l'objet d'une réception partielle dont les conditions sont fixées par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur et notifiées au Titulaire par Ordre de Service. Ces conditions doivent comporter l'établissement d'un état des lieux contradictoire ou d'opérations préalables à la réception sur les ouvrages concernés.

Pour les tranches de travaux, ouvrages ou parties d'ouvrages ayant donné lieu à une réception partielle, le délai de garantie court à compter de la date de réception partielle.

Dans tous les cas, le décompte général est unique pour l'ensemble des travaux.

Les stipulations générales relatives à la libération des sûretés ne sont applicables qu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux.

En cas d'urgence, la prise de possession des ouvrages ou parties d'ouvrages, peut intervenir antérieurement à la réception, sous réserve de l'établissement préalable d'un état des lieux contradictoire.

Les stipulations de l'article 43 du CCAG sont applicables. Le terme « maître d'œuvre » est remplacé par le terme « Equipe de Maîtrise de l'Ouvrage ».

14.4 Approbation des études de conception

14.4.1 Généralités

A l'achèvement de chacune des phases d'études, le titulaire adressera l'intégralité des documents respectivement et simultanément :

- En 1 exemplaire au contrôleur technique
- En 1 exemplaire au coordonnateur SPS
- En 2 exemplaires dont 1 reproductible au maître de l'ouvrage et/ou à son représentant

Pendant le délai imparti pour la validation de ces documents, le maître de l'ouvrage pourra être amené à consulter des tiers (utilisateurs par exemple) et pourra demander au titulaire d'assister à des réunions spécifiques.

14.4.2 Approbation des études de conception

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations qui y sont prévues.

Le titulaire avise par écrit le maître de l'ouvrage de la date à laquelle les prestations seront présentées en vue de ces vérifications.

Le titulaire est réputé avoir rempli ses obligations s'il a déployé l'effort nécessaire pour obtenir le meilleur résultat possible, en exploitant ses connaissances et son expérience, compte tenu de l'état le plus récent des règles de l'art, de la science et de la technique.

Décisions

A l'issue des vérifications, le pouvoir adjudicateur prononce la réception, l'ajournement, la réception avec réfaction ou le rejet des prestations

La décision prise doit être notifiée au titulaire dans des délais d'approbations des plans et documents.

Réception des prestations

Le pouvoir adjudicateur prononce la réception des prestations si elles répondent aux stipulations du marché. La date de prise d'effet de la réception est précisée dans la décision de réception ; à défaut, c'est la date de notification de cette décision.

Ajournement des prestations

Lorsque le pouvoir adjudicateur juge que les prestations peuvent être rendues conformes aux stipulations du marché moyennant certains compléments, améliorations ou mises au point, il prononce l'ajournement qui est motivé et assorti d'un délai pour parfaire les prestations.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours pour présenter ses observations.

En cas de refus ou de silence du titulaire à l'expiration du délai de quinze jours prévu à l'alinéa précédent ou à défaut d'une nouvelle présentation des prestations dans le délai imparti à cet effet par la décision d'ajournement, le pouvoir adjudicateur prononce soit la réception avec réfaction, soit le rejet des prestations.

Après ajournement des prestations, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau, pour procéder aux vérifications et notifier sa décision, d'un délai de deux mois, à compter de la nouvelle présentation par le titulaire.

Le délai de quinze jours ouverts au titulaire pour présenter ses observations ainsi que le délai qui lui est nécessaire pour représenter les prestations après ajournement ne justifient

pas par eux-mêmes l'octroi d'une prolongation du délai contractuel d'exécution des prestations.

Réception avec réfaction

Lorsque le pouvoir adjudicateur juge que les prestations sans satisfaire entièrement aux conditions du marché, peuvent être utilisées en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les recevoir avec réfaction d'un montant déterminé.

Le titulaire dispose de quinze jours pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de la personne responsable du marché. Si le titulaire formule des observations, la personne responsable du marché dispose ensuite de quinze jours pour notifier une nouvelle décision ; à défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

Rejet

Lorsque le pouvoir adjudicateur juge que les prestations appellent les réserves telles qu'il ne lui apparaît possible d'en prononcer ni l'ajournement ni la réception avec réfaction, il notifie une décision motivée de rejet.

Le titulaire dispose de quinze jours pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du pouvoir adjudicateur. Si le titulaire formule des observations, celui-ci dispose ensuite de quinze jours pour notifier une nouvelle décision ; à défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

En cas de rejet, le titulaire est tenu de rembourser les acomptes déjà perçus.

Visa des documents d'exécution

La mission VISA-DET (mission M6) est une mission de la responsabilité du maître d'œuvre. Par dérogation à l'article 29 du CCAG-Travaux, les documents d'exécution fournis par le titulaire seront soumis à la procédure suivante.

Tous les documents produits par le titulaire dont le cotraitant maître d'œuvre n'est pas l'auteur doivent recevoir le visa de celui-ci, avant leur envoi pour avis au maître de l'ouvrage ou à son représentant ainsi qu'au contrôleur technique et au coordonnateur SPS pour ce qui concerne les dispositions afférentes à l'exploitation ultérieure des ouvrages.

Au titre de cet élément de mission, il revient au cotraitant maître d'œuvre de s'assurer de la cohérence des documents remis par le groupement.

L'examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faites par le ou les entrepreneurs ainsi que leur visa par le maître d'œuvre ont pour objet d'assurer au maître de l'ouvrage que les documents établis par l'entrepreneur respectent les dispositions du projet établi par le maître d'œuvre. Le cas échéant, le maître d'œuvre participe aux travaux de la cellule de synthèse.

Le maître de l'ouvrage ou son représentant donnera son avis sur l'ensemble des documents d'exécution quant à leur conformité avec les pièces constitutives du marché, y compris programme et pièces écrites, mémoire de présentation, projet de CCTP, plans, documents graphiques remis par le titulaire au cours des phases successives d'étude.

Le titulaire devra établir avant démarrage des études d'exécution une liste des descriptifs, plans et notes de calcul avec indication des dates limites de remise de ces plans par le titulaire et la nature des visas et/ou avis requis (représentant(s) du maître de l'ouvrage, maître d'œuvre, contrôleur technique, coordonnateur SSI, coordonnateur SPS, ...).

Cette liste sera transmise préalablement au maître de l'ouvrage ou à son représentant. Des listes additives pourront être établies en cours de chantier, celles-ci seront également transmises préalablement au maître de l'ouvrage ou à son représentant.

Le titulaire devra systématiquement faire parvenir au maître de l'ouvrage ou son représentant et au contrôleur technique une copie de chacun des plans et notes de calcul transmis pour visa au maître d'œuvre.

Le titulaire devra établir mensuellement un récapitulatif des documents (descriptifs, plans d'exécution, note de calcul ...) bon pour exécution avec indication du n° du document et de son indice, des dates des visas et/ou avis du maître d'œuvre, de (des) l'assistant(s) au maître de l'ouvrage, du contrôleur technique et du CSPS.

Le titulaire devra tenir à jour un cahier des avis négatifs ou avec réserves formulés par le contrôleur technique. Ce document devra être tenu à jour par l'adjonction systématique de la note du contrôleur technique levant la réserve.

En cas de réserves, le titulaire réalise à ses frais les études complémentaires nécessaires à la levée de ces réserves et soumet les documents complétés ou modifiés à l'avis du maître de l'ouvrage ou de son représentant, suivant la même procédure que ci-dessus, sans pour autant pouvoir prétendre à une augmentation du délai d'exécution de chaque phase et du délai global d'exécution de ses prestations.

Les avis du maître de l'ouvrage et de son représentant n'ont ni pour objet ni pour effet de réduire la responsabilité du titulaire dans l'exécution des prestations, objet du marché.

Article 15 - GARANTIES

Les travaux relatifs au présent CCAP font l'objet d'une garantie de parfait achèvement d'une durée d'un an courant à compter de la date d'effet de la réception des travaux, et pouvant être prolongée conformément à l'article 44.2 du CCAG-Travaux.

Toutes les interventions prescrites par le Maître d'Ouvrage au Concepteur/Réalisateur au titre de l'obligation de parfait achèvement de ses prestations, sont entièrement prises en charge par le Concepteur/Réalisateur.

Article 16 – DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Les plans et autres documents à remettre par le Titulaire au Pouvoir Adjudicateur, dans les délais prévus au calendrier d'exécution défini à l'article 7.4 ci-dessus, seront présentés :

- 3 exemplaires sur clés USB ou disque dur externe
- 2 exemplaires en tirage papier plié au format 21 x 29,7.

En complément de l'Article 40 du CCAG-Travaux, il est stipulé que les documents fournis après exécution doivent comporter, dans le cas d'emploi de matériel étranger, une traduction française et la liste des dépositaires et concessionnaires en France.

Article 17 - RESPONSABILITES

■ Responsabilité

Pour l'ensemble des prestations objet du marché, le titulaire du lot concerné est tenu de respecter les exigences prévues dans les documents contractuels régissant le marché (délai, coût, qualité). À cet effet, AMU se réserve le droit de refuser une prestation qui se révélerait non conforme à ses exigences dans l'exécution des prestations attendues.

Pour l'ensemble de ses obligations, le titulaire ne peut nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses éventuels sous-traitants. Le titulaire est le seul responsable de la bonne exécution du marché. Les personnels et sous-traitants affectés par le titulaire à l'exécution des prestations objet du présent marché demeurent en toutes circonstances, placés sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du titulaire.

Le titulaire, du fait de sa faute ou de sa négligence, peut être déclaré responsable de la mauvaise exécution ou de l'inexécution des obligations mises à sa charge, sauf si cette mauvaise exécution ou inexécution résulte d'un cas de force majeure tel que défini ci-après ou encore si elle résulte du fait de l'administration.

De façon expresse sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

En cas de difficultés ou de mauvaise exécution des prestations, objet du présent marché, le titulaire avise dans les plus brefs délais le service concerné d'AMU par un courrier motivé expliquant la nature de ces difficultés ou encore les raisons qui ne lui ont pas permis d'assurer la bonne exécution du marché. Il présente les conditions et les moyens qu'il entend mettre en œuvre pour respecter ses engagements.

En cas de violations des obligations mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié aux torts du titulaire

Le titulaire, son personnel (le cas échéant ses sous-traitants) qui ont accès aux locaux de l'administration sont nommément autorisés et soumis pendant leur séjour aux mêmes règles de discipline que les agents de l'administration. La non-application par le titulaire ou son personnel des mesures de sécurité prévues peut entraîner la résiliation du marché à ses torts dans les conditions définies au présent document.

Le titulaire doit satisfaire à l'obligation de conseil et de mise en garde. À ce titre, il s'engage, notamment à :

- Répondre à toute demande de renseignements émanant de l'administration et communiquer à celle-ci tout conseil et toute information qu'il estime nécessaire concernant les prestations relatives au présent marché ;
- Apporter tout le soin et toute la diligence nécessaire à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché ;
- Demander à AMU toute information ou renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution des prestations.

■ Lutte contre le harcèlement sexuel

Conformément à l'art. 222-33 du Code pénal, le titulaire et ses sous-traitants devront avoir une attitude respectueuse de la dignité des personnels et usagers des ERP fréquentés.

■ Accès aux locaux et espaces universitaires

Le titulaire, son personnel, le cas échéant ses sous-traitants, devant avoir accès aux locaux et espaces universitaires sont nommément autorisés et soumis pendant leur séjour aux mêmes règles de discipline que les agents de l'Université. La non-application par le titulaire ou son personnel des mesures de sécurité prévues peut entraîner la résiliation du marché à ses torts dans les conditions définies au présent document.

■ Confidentialité

Se reporter à l'article 5 du CCAG.

17.1 Dommages aux tiers

17.1.1 Principes

Le Concepteur/Réalisateur supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature que les travaux et prestations objet du présent marché, réalisés par les entreprises cotraitantes ou sous-traitantes, pourraient causer à des tiers.

Le Concepteur/Réalisateur s'engage en conséquence à garantir à raison des dommages visés à l'alinéa ci-avant, le Maître d'Ouvrage, ses représentants et son personnel, contre tout recours qui pourrait être exercé à leur encontre sur ce fondement, à les indemniser de la totalité des préjudices résultant pour eux des faits susmentionnés et à renoncer à exercer contre eux, y compris leurs éventuels assureurs, toute action ou réclamation.

La réception de l'ouvrage par le Maître d'Ouvrage sans émettre à cette occasion une réserve portant sur un dommage causé à un tiers, passé ou futur, apparent ou non, ne fait pas obstacle à la recevabilité de l'appel en garantie, de l'action récursoire ou de l'action directe, exercée par le Maître d'Ouvrage ou son assureur à l'encontre du Concepteur/Réalisateur ou de son assureur.

17.1.2 Dommages d'incendie ou explosion subis par les tiers

Par dérogation au principe exposé ci-avant, la responsabilité du Concepteur/Réalisateur est déterminée suivant les règles de droit commun pour les dommages d'incendie et/ou d'explosion prenant naissance dans les locaux mis à disposition et atteignant des biens de tiers du fait de la propagation en dehors desdits lieux.

17.2 Dommages subis par le maître d'ouvrage

17.2.1 Dommages matériels

Le Concepteur/Réalisateur supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages matériels de toute nature qui pourraient atteindre les biens du Maître d'Ouvrage, dont il est propriétaire ou gestionnaire à quelque titre que ce soit.

Le Maître d'Ouvrage réalise ou fait réaliser la remise en état de ses biens endommagés au cours ou à la fin de l'exécution des travaux. Les frais correspondants sont supportés par le Concepteur/Réalisateur. Dans le cas où le Concepteur/Réalisateur et d'autres entreprises interviennent sur le même chantier, et si l'auteur des dégradations et dommages ne peut pas être identifié, il est pris attachement de ces travaux et le paiement est reparti au prorata des montants respectifs des décomptes définitifs.

17.2.2 Dommages immatériels

Le Concepteur/Réalisateur supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages immatériels consécutifs ou non à des dommages matériels et ou corporels subis par le Maître d'Ouvrage.

Par dommages immatériels, il faut entendre tout préjudice résultant de la privation de jouissance d'un droit, d'un bien, de l'interruption d'un service rendu par une personne ou par un bien meuble ou immeuble, de la perte d'un gain, d'un bénéfice, d'une exploitation, de recette ou de clientèle, ou encore toute indemnité que le Maître d'Ouvrage pourrait être amené à verser à tous ses cocontractants autres que le Concepteur/Réalisateur du marché impliqué dans la réalisation des dommages.

17.3 Dommages subis par le personnel du Maître d'Ouvrage

Lorsqu'un accident affecte un préposé du Maître d'Ouvrage, il est donné à cet accident les suites qu'imposent le droit commun et le droit de la sécurité sociale.

Si cet accident survient du fait dudit Concepteur/Réalisateur ou d'un de ses préposés, le Concepteur/Réalisateur doit rembourser au Maître d'Ouvrage les indemnités et les majorations qu'il aura payées en application du Code de la sécurité sociale, par application, selon le cas, du régime de droit commun ou du régime spécial applicable.

17.4 Exonération

Le Concepteur/Réalisateur n'est admis à s'exonérer, même partiellement, des responsabilités mentionnées ci-avant, qu'autant qu'il apporte la preuve que les dommages résultent :

- Du fait du Maître d'Ouvrage,
- Ou d'un cas de force majeure non susceptible d'être couvert par une assurance notamment par une police « Tous Risques Chantier ».

Toutefois, il est précisé que le Concepteur/Réalisateur ne peut aucunement s'exonérer de ses responsabilités en invoquant :

- Des sujétions visées à l'article 9.1.1 du CCAG-Travaux et 4.1.2 du présent CCAP, dont il a été tenu compte dans la détermination du prix,
- Et de tout fait, même non fautif, commis par ses sous-traitants.

17.5 Responsabilité décennale

Conformément aux principes inspirés des articles 1792 et suivants du Code civil, le Concepteur/Réalisateur est responsable de plein droit, envers le maître d'ouvrage, des dommages, même résultant d'un vice du sol, qui compromettent la solidité de l'ouvrage ou qui, l'affectant dans un de ses éléments constitutifs ou l'un de ses éléments d'équipement, le rendent impropres à sa destination.

Article 18 – ASSURANCES – JUSTIFICATIFS SOCIAUX – MODIFICATIONS RELATIVES A LA SITUATION DU TITULAIRE

18.1 Assurance

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire du marché ainsi que ses cotraitants doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- D'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux
- D'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792.3 du Code Civil.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

18.1.1 Assurance de responsabilité civile travaux, après travaux et professionnell

Le Concepteur/Réalisateur doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du Maître d'Ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution de ses prestations.

18.1.2 Communication des polices d'assurance

La présente disposition complète l'article 8.1.3 du CCAG Travaux.

Le Concepteur/Réalisateur doit communiquer au Maître d'Ouvrage, au plus tard dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, les attestations d'assurance en cours de validité justifiant la souscription des polices mentionnées ci-avant et indiquant le montant des garanties, des franchises et la durée de la période de couverture.

En cas de groupement, le mandataire fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de chacun de ses cotraitants et sous-traitants désignés en cours de marché, afin de les produire au Maître d'Ouvrage avant commencement des prestations correspondantes.

En cas d'absence ou d'insuffisance avérée de couverture, le Maître d'Ouvrage met en demeure le Concepteur/Réalisateur de se conformer à ses obligations.

Faute pour ce dernier d'avoir satisfait et justifié de l'exécution de ces obligations dans le délai prescrit par la mise en demeure, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de souscrire les garanties pour le compte du Concepteur/Réalisateur et aux frais de celui-ci.

Le montant de la cotisation d'assurance correspondante, majoré de 20 % à titre de pénalité, est retenu lors de l'établissement du décompte final.

18.2 Justificatifs sociaux

En application de l'article R2143-8 du Code de la Commande Publique le titulaire de chaque lot produit, le cas échéant, les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, **tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.**

18.3 Modifications relatives à la situation au titulaire du marché

Le titulaire est tenu de communiquer, sans délai et par écrit, à l'université tout changement ayant une incidence sur le statut de la société (changement de dénomination sociale, fusion, absorption...) y compris les changements d'intitulé du compte bancaire sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

En cas de changement de dénomination sociale du titulaire :

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer AMU par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais ainsi qu'un RIB le cas échéant.

En cas de nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire :

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable d'AMU et constatées de manière expresse par le pouvoir adjudicateur (modification prévue à l'article R2194-6 du Code de la Commande Publique, acte spécial signé).

Le titulaire doit en informer AMU dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements qui seront demandés par l'administration, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé, notamment : copie de l'annonce légale, pouvoir de la personne habilitée à engager la société, RIB, extrait Kbis, attestations fiscales et sociales, attestation sur l'honneur signée indiquant que le repreneur ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner, justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel à la concurrence relatif au marché, etc.

Article 19 - AUDIT

Le Maître d'Ouvrage peut diligenter des audits sur les conditions de réalisation des prestations et travaux objet du présent marché.

Dans le cadre de tels audits, le Maître d'Ouvrage a accès à tous documents, comptes rendus, justificatifs de procédures et méthodes, ainsi qu'aux données brutes ou prétraitées des Systèmes d'Information, nécessaires au bon déroulement de l'audit.

Les agents mandatés par le Maître d'Ouvrage pour mener à bien l'audit peuvent procéder à toute vérification sur le chantier.

Le Concepteur/Réalisateur fournit, à ses frais, l'aide nécessaire au bon déroulement de la mission d'audit.

ARTICLE 20 – REGLEMENT DES DIFFERENDS

Le Maître d'Ouvrage et le Concepteur/Réalisateur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

20.1 Mémoire en réclamation

La présente disposition déroge à l'article 55.1 du CCAG-Travaux.

Si un différend survient entre le Concepteur/Réalisateur et le Maître d'Ouvrage, sous la forme de réserves faites à un ordre de service ou sous toute autre forme, le Concepteur/Réalisateur adresse au Maître d'Ouvrage, sous peine de forclusion, une lettre en réclamation transmise par courrier recommandé avec accusé de réception dans le mois suivant la date à laquelle est survenue le différend.

Cette lettre en réclamation expose explicitement les motifs du différend, et indique, s'ils sont connus, les montants réclamés à l'appui d'éléments justificatifs, ou à défaut, une estimation des montants associés à ces réclamations.

Le Maître d'Ouvrage fait connaître sa réponse à la lettre en réclamation dans un délai d'un mois à compter de sa réception. Le silence gardé par le Maître d'Ouvrage pendant plus d'un mois vaut rejet de la lettre en réclamation.

Si le Concepteur/Réalisateur n'accepte pas la décision du Maître d'Ouvrage, ou le rejet implicite de sa demande, il peut, lors de l'établissement du décompte général du marché, présenter un mémoire en réclamation dans lequel il présentera à nouveau la réclamation en cause.

Le mémoire en réclamation présenté par le Concepteur/Réalisateur reprend les réclamations formulées antérieurement à la notification du décompte général, qui ont donné lieu à l'envoi d'une lettre en réclamation au Maître d'Ouvrage, et qui n'ont pas fait l'objet d'un règlement définitif.

Toute réclamation portant sur un différend intervenu antérieurement à la notification du décompte général et n'ayant pas fait l'objet d'une lettre en réclamation, sera irrecevable et ne saura valablement être présentée pour la première fois au Maître d'Ouvrage dans le cadre du mémoire en réclamation.

Le Concepteur/Réalisateur expose avec précision dans son mémoire en réclamation les motifs de ses différends, indique les montants de ses réclamations et fournit les éléments justificatifs nécessaires correspondant à ces montants.

Le Concepteur/Réalisateur transmet le mémoire en réclamation au Maître d'Ouvrage dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la notification du décompte général.

Le Maître d'Ouvrage notifie au Concepteur/Réalisateur sa décision motivée dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la date de réception du mémoire en réclamation.

L'absence de notification d'une décision dans ce délai équivaut à un rejet de la demande du Concepteur/Réalisateur. Lorsque le Maître d'Ouvrage n'a pas donné suite ou n'a pas donné une suite favorable à une demande du Concepteur/Réalisateur, le règlement définitif du différend relève des procédures fixées aux articles 50.3 à 50.6 du CCAG-Travaux.

20.2 Différends

Préalablement à tout recours contentieux, le Comité Consultatif Inter Régional de Règlement Amiable pourra être saisi, soit par le pouvoir adjudicateur, soit par le titulaire dans les conditions fixées au chapitre VII « Règlement alternatifs des différends » de la partie réglementaire du Code de la Commande Publique.

Coordonnées du Comité Consultatif Inter Régional de Règlement Amiable :

Préfecture de la région Provence - Alpes - Côte d'Azur

Secrétariat général pour les affaires régionales

Place Félix-Baret

CS 80001

13282 MARSEILLE Cedex 06

Secrétariat du comité : Catherine PIETRI

Courriel : catherine.pietri@paca.gouv.fr /Tél. : 04.84.35.45.54

L'expert amiable doit formuler ses propositions et tenter de concilier les parties dans un délai d'un mois à compter de la saisine. Il établit un rapport. Ce rapport ne peut servir dans le cas d'une procédure d'expertise contentieuse ou dans le cadre d'un recours contentieux. En cas de conciliation, les parties s'engagent à signer une transaction.

20.3 Litiges

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français.

AMU et le titulaire déclarent élire domicile à leurs sièges respectifs et s'en remettre au tribunal administratif de la ville de Marseille pour le règlement des litiges éventuels afférents au présent marché.

Le Tribunal Administratif de Marseille est seul compétent pour connaître des litiges qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché.

Coordonnées du Tribunal Administratif de Marseille :

31, rue Jean-François Leca, 13002 Marseille

Courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr

Téléphone : 04 91 13 48 13 / Télécopie : 04 91 81 13 87 / 89

ARTICLE 21 - RESILIATION

Le marché pourra être résilié conformément aux dispositions prévues au chapitre 7 du CCAG-TVX.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision, ou à défaut à la date de sa notification.

Changement de situation des opérateurs économiques au regard des interdictions de soumissionner

En application de l'article L2395-2 du Code de la Commande Publique, lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 et L. 2341-5, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation. L'acheteur peut alors résilier le marché.

Le titulaire ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité en cas de résiliation.

Article 22 – DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

S'agissant d'un marché de Conception/Réalisation, le présent marché comporte certaines dérogations au CCAG Travaux visant à en adapter les dispositions au cas d'un marché de Conception/Réalisation.

En tout état de cause, et conformément à l'article 2 du présent CCAP, en cas de contradiction entre les stipulations du présent marché et celles du CCAG Travaux, les premières prévalent sur les secondes.

Le présent marché de Conception/Réalisation fait l'objet d'une dérogation générale au CCAG Travaux, consistant à remplacer le mot « Entrepreneur » dans le CCAG Travaux, par les mots « Concepteur/Réalisateur ».

Le présent marché de Conception/Réalisation fait l'objet d'une dérogation générale au CCAG Travaux, consistant à remplacer les mots « maître d'œuvre », dans le CCAG Travaux, par les mots « Maître d'Ouvrage ».

Articles du CCAP portant dérogation	Articles du CCAG
1.14	3.6.1.2
2	4.1
3.5 et 3.6	13, 14, 15, 16 et 30
4.2.1	34.1
4.3.4 et 4.3.5	12
4.3.6	19.4.4
4.8	14.5 et 14.6
6	3.8.1
7.4.1	28.2.1
7.6	18.2.3
8	19.2
8.7	52.7.2
12.1	29.1.3, 29.1.5 et 29.2
12.6.6	34.1
12.16	28.1
14.2	41
14.3	41.2
14.4.2	29
20.1	55.1
Article 1.12.1 (en cas de clause sociale)	Article 20.1.1 du CCAG-Travaux
Article 1.12.2 (en cas de clause sociale)	Article 20.1.2 du CCAG-Travaux
Article 8.8 (en cas de clause sociale)	Article 20.1.5 du CCAG-Travaux